adf
AFRICA DEFENSE FORUM

# S'adapter à la menace

## L'armée du Cameroun évolue pour lutter contre Boko Haram

PLUS

**Une conversation avec le général de brigade Daniel Ziankahn du Liberia**

RENDEZ-NOUS VISITE SUR LE SITE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES



# articles


**8** **S'adapter pour vaincre**
Le Cameroun évolue pour contrecarrer les tactiques changeantes de Boko Haram.

**16** **Aguerris par les épreuves**
Le général de brigade Daniel Ziankahn affirme que les Forces armées du Liberia sont sorties plus fortes de la crise d'Ebola et sont prêtes à assumer leur rôle.

**22** **Le Liberia partage les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola**
L'armée nationale a joué un rôle clé pour enrayer l'épidémie et organiser les ressources du pays.

**26** **Abus de pouvoir**
La violence sexiste et sexuelle peut entraver les missions et ternir la réputation des armées.

**32** **S'entraîner pour la protection des vulnérables**
Le Mali met l'accent sur les droits de l'homme et la protection des femmes et des enfants dans les zones de combat.

**38** **Atténuer les effets des catastrophes**
La formation à la gestion des crises peut contribuer à organiser les réponses et à sauver des vies.

**44** **Crise de confiance entre l'armée et les médias**
Les professionnels de la sécurité doivent être plus proactifs envers les reporters surtout quand les nouvelles sont mauvaises.

**50** **En lutte contre le terrorisme au Burkina Faso**
Cette nation ouest-africaine cherche à élaborer une stratégie exhaustive contre le terrorisme.

16

# rubriques


**4** Point de vue

**5** Perspective africaine

**6** L'Afrique aujourd'hui

**36** Battement du cœur de l'Afrique

**56** Culture et sports

**58** Point de vue mondial

**60** Défense et sécurité

**62** Chemins de l'espoir

**64** Croissance et progrès

**66** Image du passé

**67** Où suis-je ?



***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

**EN COUVERTURE :** Un soldat camerounais à un poste d'observation sur une montagne près du village de Mabass dans le nord du Cameroun surplombant la frontière avec le Nigeria.

AFP/GETTY IMAGES

POINT DE VUE

Comme le dit un ancien proverbe africain : « lorsque les toiles d'araignées s'unissent, elles peuvent arrêter un lion ». Ces paroles de sagesse illustrent ce que nous savons tous par intuition : l'union fait la force.

Cela s'applique aussi bien au niveau local qu'à celui des relations internationales de sécurité. Les groupes terroristes n'ont pas de frontière et ils exploitent les points faibles qu'ils trouvent sur les cartes. Lorsqu'un pays augmente la pression, ils déplacent leurs opérations vers un refuge dans un pays voisin.

C'est la raison pour laquelle les partenariats régionaux sont si importants.

Nous avons constaté l'importance de ces partenariats dans la lutte contre Boko Haram. Après avoir consolidé son territoire au nord-est du Nigeria, le groupe terroriste a cherché à étendre son action en lançant des attaques et en recrutant des adeptes dans les pays voisins du Cameroun, du Tchad et du Niger. Mais les pays de la région ont choisi de faire face à la menace ensemble. Ils ont activé la Force multinationale mixte, qui peut déployer jusqu'à 8.700 hommes et qui a commencé à gagner du terrain grâce à des campagnes aériennes et terrestres.

Cette approche régionale a pour conséquence que Boko Haram n'a pas pu trouver de refuge. Le droit de poursuite autorise un pays à franchir les frontières pour poursuivre les terroristes qui tentent d'échapper à la justice. Le partage des renseignements et des moyens fait que la force d'un pays devient la force d'une région. Face à ce front uni, Boko Haram s'est affaibli et s'est davantage morcelé.

Ce type d'alliance se constitue à travers tout le continent et dans le monde entier. En situation d'urgence, les pays n'attendent plus qu'une mission de l'ONU se forme. Ils passent à l'action. Au niveau sous-régional, les dirigeants sont de plus en plus conscients qu'ils ont une responsabilité dans la gestion des menaces partagées. Que ce soit par le biais d'organisations régionales ou de partenariats ad hoc, les alliances de sécurité sont cruciales. Nous sommes tous plus en sécurité lorsqu'il n'y a pas de maillon faible dans la chaîne de sécurité régionale.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

**Des soldats nigériens traversent un pont qui sépare le Niger du Nigeria.** REUTERS

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

**La sécurité régionale**
Volume 9, 4e trimestre

**L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE**

**POUR NOUS CONTACTER**

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

*ADF* est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# La coopération porte ses fruits *dans le bassin du lac Tchad*

*Le Président* **Muhammadu Buhari** *de la République fédérale du Nigeria a prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture du deuxième Sommet sur la Sécurité régionale, le 14 mai 2016, à Abuja, au Nigeria. Son discours a été résumé pour des raisons d'espace.*

**Lorsque notre gouvernement est entré en fonction, notre première tâche a été de combattre et de vaincre Boko Haram. Nous avons restructuré et rééquipé nos forces armées. Nous avons renforcé la coopération entre les membres de la Commission du bassin du lac Tchad et le Bénin. En décembre 2015, les vaillantes armées du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger ont affaibli les forces de Boko Haram et les ont poussées à se retrancher dans une petite enclave de la forêt de Sambisa.**

Il ne reste plus qu'à déloger les terroristes de leur cachette dans la forêt de Sambisa et à libérer les jeunes filles de Chibok et autres victimes d'enlèvements.

Boko Haram recourt maintenant à une tactique d'attaques éclair, s'en prenant à des cibles vulnérables, frappant des civils innocents et sans défense et occasionnant des dommages gratuits à l'infrastructure sociale. Pendant ce temps-là, des opérations militaires coordonnées de nettoyage progressent, soutenues par le partage des renseignements et la coopération avec les communautés locales pour débarrasser le pays et la région de Boko Haram.

Aux niveaux bilatéral et multilatéral, nous avons réussi à :

- Récupérer tous les territoires occupés par Boko Haram au Nigeria.
- Créer des unités militaires spéciales au Nigeria, au Niger et au Tchad pour poursuivre la guerre contre le terrorisme.
- Admettre la République du Bénin au sein du groupe pour renforcer la coalition régionale.
- Créer l'Unité régionale de fusion des renseignements à Abuja pour mettre en commun les sources de renseignements.
- Renforcer la sécurité des régions frontalières des États membres.
- Créer le Centre interrégional de coordination, basé à Yaoundé, au Cameroun, sous l'égide de la Commission du golfe de Guinée, pour coordonner et diffuser les renseignements et informations sur la sécurité à tous les États membres.
- Réactiver la Force multinationale mixte avec 8.500 officiers et hommes, recrutés au Cameroun, au Tchad, au Niger, au Nigeria et au Bénin, basés à N'Djamena, au Tchad.

Ces réalisations, ainsi que d'autres, n'auraient pas été possibles sans le soutien constant, les contributions inestimables et les sacrifices de mes frères et des présidents du Cameroun, du Tchad et du Niger, ainsi que de la République du Bénin. Je suis convaincu que la grande solidarité et le bon voisinage dont ont fait preuve tous les pays de la région serviront d'exemple à d'autres régions confrontées à des problèmes similaires.

En dehors de notre approche globale pour combattre les causes du terrorisme et du radicalisme extrême dans la région, nous devons maintenant définir un plan pour la phase critique de développement d'après-conflit. Alors que nous œuvrons au renforcement de l'aide humanitaire aux victimes du terrorisme, nous concentrons nos efforts sur la création des conditions du retour volontaire des personnes déplacées et des réfugiés chez eux dans la paix et dans la dignité.

Le développement à long terme de la région du lac Tchad est crucial pour réduire le taux de pauvreté élevé dans le bassin, qui est un facteur majeur de recrutement des terroristes.

**Le capitaine Godwin Akuve, commandant de secteur de la Force multinationale mixte, expose des armes et des munitions récupérées à la suite d'une confrontation avec Boko Haram, dans l'État nigérian de Borno.** AFP/GETTY IMAGES

Enfin, je tiens à vous assurer que le Nigeria restera engagé dans la lutte mondiale contre le terrorisme qui ne connaît pas de frontière, comme l'ont montré les événements passés et récents.

# DES BUS CUSTOMISÉS SE DISPUTENT LES PASSAGERS À NAIROBI

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Brain Freeze, un bus customisé – ou *matutu*, comme on l'appelle au Kenya – tonitruant, bardé de néons bleus, comme dans une boîte de nuit, dévale les rues de Nairobi.

Des haut-parleurs crachent une musique assourdissante, alors que des clips défilent sur des écrans plats de télévision. « C'est comme un club ; ce matatu est vraiment cool », s'extasie Mary Nicola, une étudiante de 20 ans.

Environ 90 pour cent des travailleurs et étudiants de Nairobi utilisent chaque jour un matatu. Mais la concurrence est rude, et un bus customisé comme le Brain Freeze peut faire toute la différence. Les matatus portent le nom des footballeurs de Manchester United, de la chanteuse Alicia Keys, de Nelson Mandela, du Président des États-Unis Barack Obama et du pape François.

Sur le Brain Freeze, les jantes et les phares sont bleu métallisé, la calandre est étirée comme un chasse-neige et une ribambelle de phares rouges s'allument lorsque le bus freine.

L'investissement pour l'achat et la customisation a coûté 7 millions de shillings (70.000 dollars). Soucieux d'attirer un public jeune ultraconnecté, les propriétaires ont mis une vidéo en ligne montrant le bus en train d'être peint.

Kennedy Aina, un étudiant de 22 ans, correspond au public cible du Brain Freeze. « Le matatu était là à la sortie de mon cours ; il a le wi-fi et il est rapide », a-t-il déclaré.

Dans un entrepôt, les effluves de peinture fraîche assaillent les narines. Roy « The Great » Mungai, un artiste de matatu très demandé, apporte la touche finale à un bus rastafari.

La carrosserie verte, jaune et rouge est ornée de l'image de l'ancien empereur éthiopien, Haïlé Sélassié, tandis qu'à l'intérieur des photos de Bob Marley côtoient de vieux vinyles décorant le plafond.

Tout près de là, le « Gucci » est prêt à partir et son propriétaire, Chris Nsungu, est ravi. « Demain il filera sur la route ! », se réjouit-il.

Un autre jour, un autre matatu nouvellement customisé. Pour le Brain Freeze et les autres, la concurrence est devenue un peu plus rude.

**Un chauffeur de matatu rabat des clients pour monter dans son bus décoré de portraits des présidents américains Abraham Lincoln et Barack Obama et de l'homme d'État Benjamin Franklin.**

# *La Tanzanie radie 10.000* « TRAVAILLEURS FANTÔMES » *de sa masse salariale*

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

**La Tanzanie a rayé plus de 10.000 « travailleurs fantômes » de sa masse salariale de fonctionnaires, dans sa lutte contre la corruption.**

**Selon le cabinet du Premier ministre, le versement d'un salaire aux employés non existants coûte au gouvernement plus de 2 millions de dollars par mois. Les autorités ont déclaré qu'elles étaient encore en train d'effectuer un audit et qu'elles s'attendaient à trouver encore plus de travailleurs fantômes.**

**Le président John Magufuli, élu en octobre 2015, a promis de réduire le gaspillage des dépenses publiques. Il a commandé l'audit en mars 2016 et il a assuré que l'argent économisé serait affecté au développement.**

**Surnommé le bulldozer, John Magufuli a annoncé, depuis sa prise de pouvoir, un train de mesures d'économie, y compris l'annulation des commémorations officielles du jour de l'indépendance.**

**Le président tanzanien, John Magufuli, s'attaque au gaspillage et à la corruption.**

AFP/GETTY IMAGES

**Selon Reuters, la Tanzanie dépense plus de 260 millions de dollars par mois pour payer le salaire de ses quelque 550.000 fonctionnaires.**

**« Nous voulons des fonctionnaires qui soient honnêtes, responsables de leurs actes et dévoués. C'est notre priorité et c'est un processus continu », a déclaré le Premier ministre Kassim Majaliwa au *Guardian* à Londres.**

**Beaucoup de pays à travers le continent ont été victimes de la fraude de ceux qu'on appelle les travailleurs fantômes.**

**En février 2016, le gouvernement nigérian a suspendu le paiement du salaire de 24.000 fonctionnaires après qu'un audit avait révélé qu'ils n'existaient pas. En septembre 2014, le Kenya a lancé l'enregistrement biométrique de tous ses fonctionnaires après avoir découvert 12.000 cas semblables.**

# En Afrique du Sud une armée de canards protège les vignes

REUTERS

Tous les matins à 9 heures 45, plus de 1.000 canards coureurs indiens effectuent la première de deux sorties dans le vignoble Vergenoegd, à Stellenbosch, en Afrique du Sud. Leur mission est de rechercher et de manger des milliers de petits escargots blancs qui s'attaquent aux jeunes pousses de vigne.

« Avant d'avoir les canards, nous devions mettre un appât pour les escargots, un pesticide. Mais, depuis neuf ans que je suis ici, nous utilisons très peu d'appât pour escargots, presque rien, parce que les canards mangent tous les escargots et les autres insectes », a expliqué la vigneronne et horticultrice Marlize Jacobs.

Utilisés depuis des siècles en Asie pour lutter contre les ravageurs, ces canards se tiennent debout comme les pingouins et sont assez minces pour déambuler dans les rangées de vignes. Ils ne se dandinent pas ; ils courent.

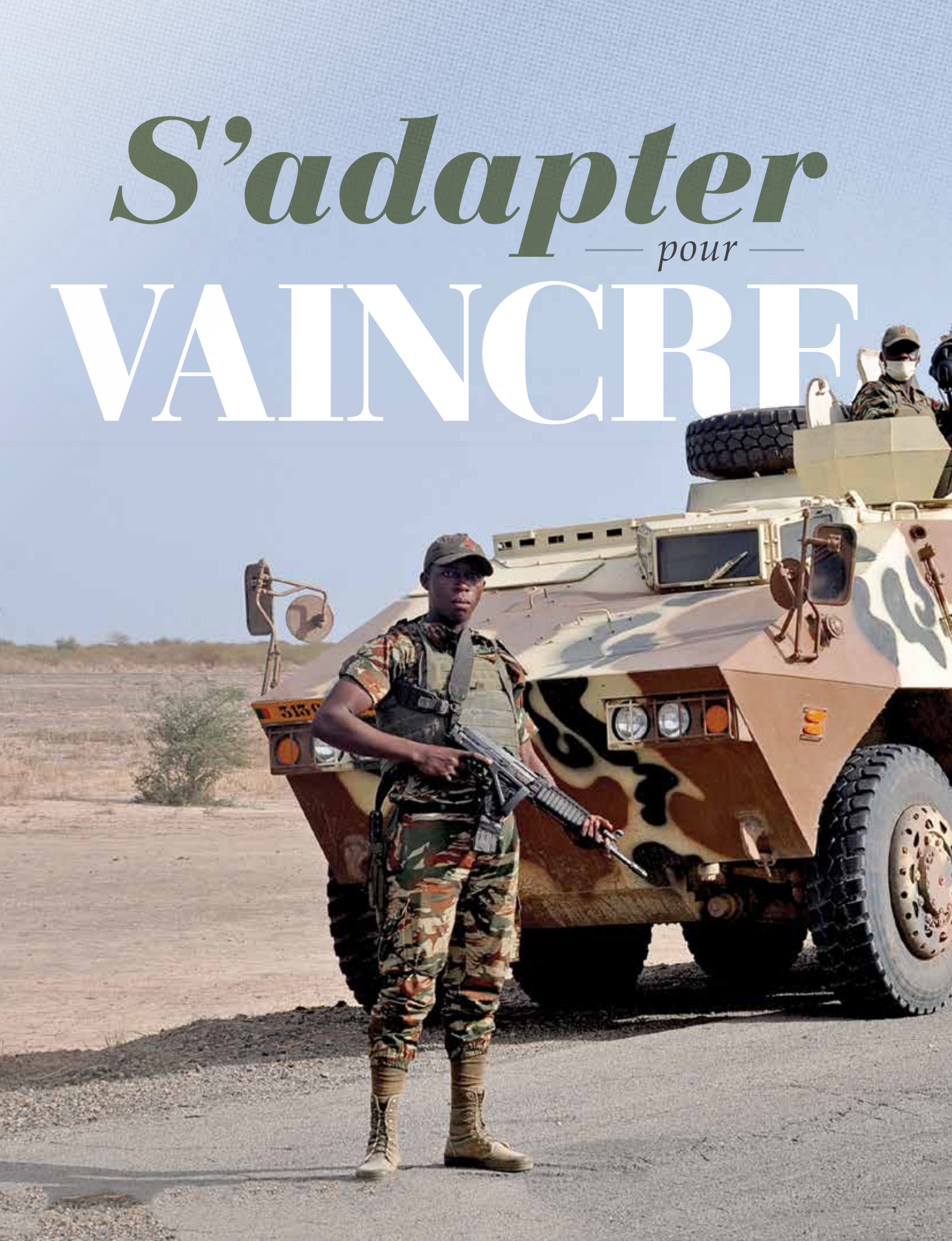
Le troupeau qui a commencé par six canards en 1983 est un atout supplémentaire pour Vergenoegd dans le processus de certification de la durabilité de l'industrie vinicole. Le vignoble de 57 hectares utilise maintenant si peu de produits chimiques qu'il n'a pas besoin de les déclarer, a expliqué Marlize Jacobs.

Paradant sur la ferme chaque jour, les oiseaux soldats sont menés par un gardien de troupeau et peuvent nettoyer entre un demi et un hectare par jour. Outre les maladies fongiques, les escargots sont considérés comme la menace principale des vignes.

« Dans toute l'industrie et partout dans le monde, les pesticides dangereux et néfastes sont supprimés progressivement, alors je pense qu'un jour il faudra utiliser d'autres méthodes parce que les pesticides tuent tous les insectes, même les insectes utiles », a indiqué Marlize Jacobs.

Toutefois, le revers de la médaille est le coût élevé de l'élevage des oiseaux. Dans un vignoble de taille similaire, les agriculteurs peuvent dépenser environ 50.000 rands (3.200 dollars) par saison en pesticides, par rapport aux 30.000 rands par mois que coûtent les canards gardés dans des cages protectrices et nourris aux grains pour compléter leur alimentation en escargots, a-t-elle ajouté.

# *S'adapter pour* VAINCRE



Des soldats patrouillent près de Waza, dans le nord du Cameroun.

# *Le Cameroun évolue pour contrecarrer les tactiques changeantes de Boko Haram.*

PERSONNEL D'*ADF*
PHOTOGRAPHIES DE FORCES ARMÉES CAMEROUNAISES

L'après-midi du 15 octobre 2014, Boko Haram a lancé une attaque audacieuse. Environ 1.000 combattants ont traversé la frontière désolée qui sépare le Cameroun et le Nigeria et se sont déployés autour de la ville d'Amchidé. De jeunes fantassins armés de fusils AK-47 et connus sous le nom de *crieurs* pour leurs cris fanatiques ont constitué la première vague. Ensuite, des combattants plus âgés se sont précipités sur des pick-up montés de mitrailleuses. En dernier lieu sont arrivés des chars écrasant tout sur leur passage. Les insurgés se sont emparés d'un poste de police et d'un poste de gendarmerie et ont pris le contrôle de la ville, exécutant les civils ne pouvant pas prouver qu'ils étaient musulmans.

Les maraudeurs se sont alors dirigés sur un campement du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) du Cameroun situé à 1,5 kilomètre de là, où ils ont fait exploser une voiture piégée.

Réalisant qu'il était en grande infériorité numérique, le contingent du BIR a défendu son camp et a réclamé des renforts. Dans les trois heures, environ 1.000 soldats du BIR d'autres campements de la région ont répondu et ont lancé une contre-attaque qui a duré près de deux jours. Vers la fin du siège, l'armée camerounaise avait repris deux villes occupées et tué 107 combattants de Boko Haram, ses pertes s'élevant à huit soldats.

Le chef des opérations militaires du Cameroun dans la zone, le commandant Leopold Nlate Ebale, a estimé qu'il s'agissait d'une attaque « à une échelle sans précédent » sur le sol camerounais.

L'assaut a alarmé les observateurs non seulement par son caractère audacieux, mais également par son niveau de complexité. Plus tôt dans la journée, Boko Haram avait dépêché un envoyé au camp avec de fausses informations, espérant détourner une partie des effectifs. D'autre part, le groupe terroriste a engagé simultanément une deuxième attaque dans la ville avoisinante de Limani et a essayé de détruire un pont pour isoler la zone.

« Ils sont devenus une force extrêmement redoutable », a affirmé à *ADF* le colonel Didier Badjeck, responsable de la

## LA FORCE MULTINATIONALE MIXTE EN UN COUP D'ŒIL

La Force multinationale mixte (FMM) a été créée en 1998 pour lutter contre les coupeurs de route et la criminalité transnationale dans les pays riverains du lac Tchad. L'idée était d'unir les forces et d'empêcher les criminels de trouver des sanctuaires ou de traverser les frontières pour échapper à la justice.

Constituée par les pays de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), elle a rarement été utilisée avant 2012, lorsque les pays l'ont relancée pour faire face à Boko Haram. Son financement et l'accord sur un plan opérationnel et sur la structure de la force se sont avérés difficiles et ont entraîné des retards. En octobre 2014, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, États membres, se sont engagés à fournir des contingents à la FMM, dont le mandat prévoit 8.700 soldats. Le Bénin, qui ne fait pas partie de la CBLT, s'est également engagé à fournir un contingent. Le quartier général de la force se trouve à N'Djamena, au Tchad, et est commandé par un général nigérian, secondé par un adjoint camerounais et un chef d'état-major tchadien.

La force est devenue partiellement opérationnelle en novembre 2015, même si, à cette date, tous les pays n'avaient pas encore tenu leur engagement de fournir un contingent. Hans De Marie Heungoup, un expert de la sécurité et analyste camerounais auprès de l'International Crisis Group, a affirmé que la FMM faisait de grands progrès, mais qu'elle sert principalement de mécanisme de coordination plutôt que d'être une force véritablement intégrée. Lorsqu'une mission est planifiée, tous les pays membres apportent leur contribution à travers ce mécanisme et peuvent fournir des troupes selon les besoins et accorder les autorisations d'opérer sur leur territoire souverain en cas de demande.

« On ne peut pas encore dire que cette force est intégrée comme l'est une force de l'OTAN », a reconnu Hans De Marie Heungoup. « Il s'agit seulement de coordination pour le moment ; ce n'est pas encore une force unifiée. Chacune des forces est basée sur son propre territoire. »

division des communications de l'armée camerounaise. « Les premières attaques que nous avons subies entre le mois de mai et le mois d'octobre [2014] ont été des attaques frontales, bien organisées, avec un groupe terroriste armé de moyens lourds et disposant de chars. Nous avons compris que nous étions confrontés à davantage que de simples terroristes, car ils employaient les méthodes opérationnelles d'une armée ».

Il y avait de bonnes raisons à cela. Pendant une année, Boko Haram avait pillé des dépôts d'armes et consolidé son pouvoir dans le nord-est du Nigeria. Au moment de son incursion dans le Cameroun, il avait amassé un empire miniature comprenant 14 zones gouvernementales locales et 30.000 kilomètres carrés, une zone faisant approximativement la taille de la Belgique. Les attaques ont clairement établi que les membres de Boko Haram n'entendaient pas se contenter du territoire dont il s'était déjà emparé. Ils voulaient l'étendre.

Le nord du Cameroun était l'étape suivante naturelle. La région est isolée du reste du pays sur le plan géographique, économique et culturel. Elle est sous-développée, avec un taux de pauvreté de 70 pour cent, et de nombreux hommes jeunes ont besoin d'un emploi. « Quel que soit l'indicateur — accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau propre — elle est classée au dernier rang des autres régions », constate Guibai Gataba, éditeur du journal *L'œil du Sahel* et originaire du nord du Cameroun. « Il y a là une population très nombreuse, et il n'y a tout simplement pas de travail ».

De nombreux habitants du nord ont en commun des liens ethniques et linguistiques avec les habitants du nord du Nigeria. La région est depuis longtemps un carrefour, ou un croisement de cultures, avec des gens se déplaçant facilement de part et d'autre de la frontière entre le Cameroun, le Tchad et le Nigeria, vendant des marchandises légales et illégales.

« La frontière, en réalité, elle n'existait pas physiquement », explique Didier Badjeck. « Cela peut être le désert, cela peut être les étangs quand il pleut, mais on passe d'un côté à l'autre sans s'en rendre compte ».

Le leader de Boko Haram, Abubaker Shekau, a annoncé dans un message vidéo de 2014 qu'il avait instauré un califat, et que sa capitale était la ville de Gwoza, au Nigeria, à moins de 10 kilomètres de la frontière camerounaise. À cette époque-là, ses forces avaient la supériorité numérique sur les forces camerounaises dans le nord, dans une proportion de 3 à 1.

### *Un changement de cap stratégique*

À la mi-2014, la réponse à la menace commençait à prendre forme. Le président camerounais Paul Biya a déclaré la guerre à Boko Haram en mai à l'occasion d'un événement organisé avec d'autres présidents des pays de la région du bassin du lac Tchad qui s'étaient réunis pour un sommet au Palais de l'Élysée à Paris.

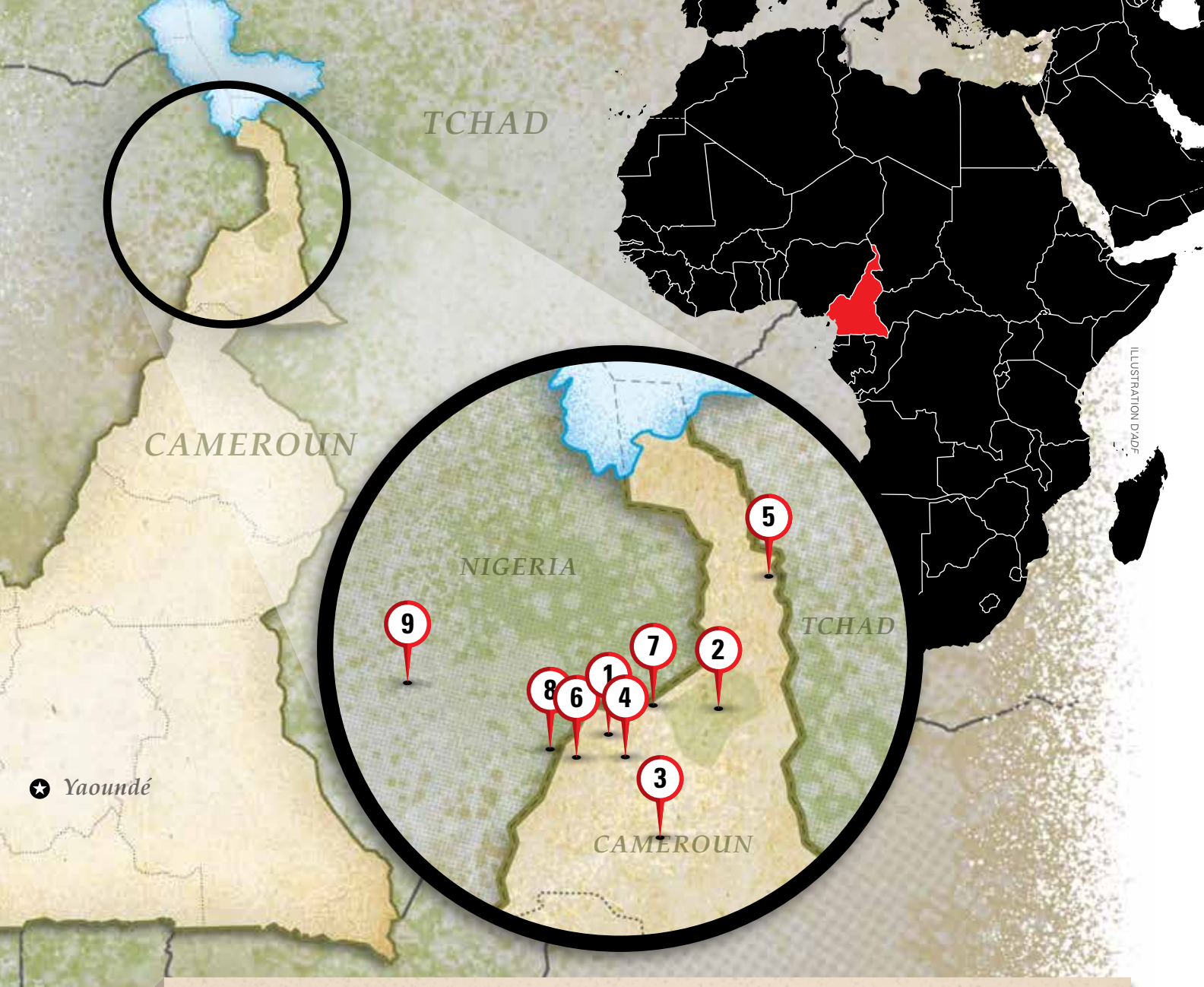



ILLUSTRATION D'ADF

## *EN CHIFFRES :* Le Cameroun s'attaque à Boko Haram

1. **Amchidé, Cameroun :** une bataille qui a duré deux jours entre près de 1.000 rebelles de Boko Haram et les forces camerounaises, les 14 et 15 octobre 2014, a signalé la complexité du fonctionnement du groupe et son désir de s'emparer de territoires à l'intérieur du Cameroun.

2. **Waza Park, Cameroun :** En mai 2014, Boko Haram a enlevé 10 ouvriers chinois et a volé des véhicules de Sinohydro, une entreprise chinoise construisant des routes dans les environs.

3. **Maroua, Cameroun :** Quartier général de la 4e Région militaire interarmées du Cameroun.

4. **Mora, Cameroun :** Base pour le Secteur 1 de la Force multinationale mixte sous commandement camerounais. La FMM a son quartier général à N'Djamena, au Tchad.

5. **Kousseri, Cameroun :** Base nord de la Brigade d'infanterie motorisée du Cameroun.

6. **Achigachia, Cameroun :** Des combattants de Boko Haram ont envahi et occupé la ville en décembre 2014 et ont été éliminés par les forces terrestres et aériennes camerounaises. Ceci a représenté la dernière action entreprise par Boko Haram pour contrôler un territoire à l'intérieur du Cameroun.

7. **Kumshe, Nigeria,**
8. **Ngoshe, Nigeria :** Les forces armées camerounaises et nigérianes ont œuvré de concert dans ces villes en février 2016 pour attaquer et démanteler des usines d'armement artisanal dans lesquelles Boko Haram fabriquait nombre de ses EEI.

9. **La forêt de Sambisa, Nigeria :** En mars 2016, le Cameroun a lancé l'opération Tentacle, en s'associant avec les forces nigérianes pour nettoyer cette zone forestière, un bastion de Boko Haram.

Après la déclaration, l'armée du Cameroun a restructuré ses forces et a divisé l'ancienne 3e Région militaire interarmées qui comprenait la plus grande partie du nord en deux nouvelles régions avec des bases sur la ligne de front. La 4e Région militaire interarmées nouvellement créée, et dont le quartier général est à Maroua, est devenue le centre névralgique de cette opération. « Ceci a diminué le temps de réponse et nous a permis d'avoir un poste de commandement juste à proximité du théâtre d'opérations », a expliqué Didier Badjeck. « Cette décision a été extrêmement importante au niveau politico-stratégique ».

Par ailleurs, au sein des unités de commandement sur les lignes de front, le Cameroun a commencé à promouvoir le rajeunissement de la hiérarchie, avec des officiers ayant l'expérience de la région du nord et connaissant les tactiques de Boko Haram. Les responsables militaires ont repositionné la Brigade d'infanterie motorisée à Kousseri, près du fleuve et de l'autre côté de N'Djamena, au Tchad, et renforcé la présence de la gendarmerie, créant de nouveaux postes avancés permettant de prendre des mesures rigoureuses contre les trafiquants et de surveiller l'activité transfrontalière.

« Nous sommes passés d'une phase de *containment* de la menace à une phase d'initiative », a précisé Didier Badjeck.

L'armée a lancé deux missions. La première, l'opération Alpha, a incorporé la BIR, l'unité d'élite du pays, multipliant par deux le contingent stationné dans la région en juillet 2014, qui comprend maintenant 2.000 soldats. La deuxième, l'opération Emergence, était dirigée par l'armée. Petit à petit, la présence militaire totale dans le nord s'est renforcée pour atteindre près de 10.000 soldats.

Un autre important développement s'est produit. Les différentes armées, parfois critiquées pour leur méfiance et leur isolement mutuels, ont commencé à travailler ensemble. Ce phénomène, appelé « interarmisation », s'est produit à l'insistance du président et du ministre

**Des soldats du Bataillon d'Intervention Rapide participent à l'opération Alpha visant à repérer et à éradiquer les forces de Boko Haram au nord du Cameroun.**

# RESTER VIGILANT

*Les groupes d'autodéfense offrent une sécurité à court terme, mais le nord du Cameroun nécessite un développement à long terme.*

PERSONNEL D'*ADF*

Lorsqu'une femme kamikaze est arrivée à Mora, au Cameroun, et a refusé de s'arrêter au poste de contrôle, il a semblé qu'encore une fois un horrible attentat allait être perpétré dans une région qui s'est progressivement accoutumée au carnage.

Toutefois, quelque chose d'inhabituel s'est produit. Un civil faisant partie d'un groupe d'autodéfense de la ville a tiré une flèche à l'extrémité empoisonnée sur l'attaquante. La flèche a tué la femme au moment où une deuxième kamikaze a fait détoner son gilet, mais l'explosion a seulement tué la terroriste. La réaction rapide du citoyen armé a probablement sauvé des dizaines de vies.

Les milices privées et les groupes d'autodéfense prolifèrent dans le nord du Cameroun et dans le nord du Nigeria, au fur et à mesure que des civils cherchent des moyens de défendre leurs communautés contre les insurgés de Boko Haram et d'autres menaces. Certains sont payés, mais la plupart sont bénévoles. Certains reçoivent une formation militaire de base, et leur équipement s'échelonne des armes semi-automatiques jusqu'aux arcs et aux flèches ou même aux instruments agricoles. Le gouvernement camerounais distribue à ces groupes du matériel, notamment des fusils, des lampes torches et des jumelles de vision nocturne. Il collabore également avec les anciens des villages pour s'assurer que ce sont les meilleurs candidats qui sont sélectionnés pour rejoindre les groupes.

Le président camerounais Paul Biya a avalisé cette pratique, appelant les citoyens armés des « modèles pour la nation ».

Le général de corps d'armée René Claude Meka, chef d'état-major des armées du Cameroun, a déclaré qu'ils faisaient partie d'une tradition bien établie au Cameroun de « défense populaire ». « En effet, le peuple camerounais s'est levé comme un seul homme contre la barbarie », a affirmé René Claude

Meka. « C'est ce qui a permis d'obtenir les résultats que nous connaissons aujourd'hui ».

Les groupes d'autodéfense ont été précieux pour les forces de sécurité qui comptent sur eux pour la transmission de renseignements et pour qu'ils soient effectivement leurs yeux et leurs oreilles dans les zones reculées du pays. « Ils travaillent avec l'armée et lui donnent des renseignements », a expliqué le colonel Didier Badjeck, responsable de la division des communications au Ministère de la Défense du Cameroun. « Ils vont nous dire, "Attention, il y a un étranger que nous ne connaissons pas", et cela nous permet de limiter énormément les conséquences de ces kamikazes ». Ce travail les expose également au danger lorsque Boko Haram commence à exercer sa vengeance. En juillet 2016, des membres de Boko Haram se sont introduits la nuit dans le village de Cherif Moussari et ont tranché la gorge du chef du groupe d'autodéfense du village, quelques heures après sa désignation à ses fonctions.

**Un membre d'un comité de vigilance, ou groupe d'autodéfense, serre la main d'un membre du Bataillon d'Intervention Rapide du Cameroun, dans la ville de Kolofata au nord du Cameroun.**

Le lien entre la société civile et la sécurité va bien au-delà de la présence de quelques citoyens qui se portent volontaires pour monter la garde. Les observateurs affirment que la véritable sécurité exigera qu'il y ait davantage de développement dans le nord du Cameroun ainsi que de nouvelles opportunités d'emplois pour les jeunes gens qui sont des cibles de recrutement de prédilection pour Boko Haram.

« La plupart des gens recrutés par Boko Haram sont recrutés à la suite d'incitations socioéconomiques », a déclaré Hans De Marie Heungoup, un expert de la sécurité et analyste camerounais auprès de l'International Crisis Group. « Ils leur offrent des motos ou un prêt ou un salaire pour trois ou six mois ».

Guibai Gataba, fondateur de *L'œil du Sahel*, un journal qui couvre les questions de sécurité de la région, a indiqué que le nord du pays, qui est la zone la plus densément peuplée du Cameroun, pourrait nécessiter son propre Plan Marshall après des années de perturbations dues à la menace de Boko Haram et à d'autres formes de pression. L'âge moyen des adeptes de Boko Haram est de 23 ans, et nombre d'entre eux rejoignent le groupe durant leur enfance et grandissent au sein du groupe. « Vous avez affaire à une zone où règne le désespoir, une zone surpeuplée où il n'y a pas d'éducation, pas d'espoir, pas de travail », poursuit-il. « Ce sont des proies faciles pour Boko Haram ».

Il n'existe pas de solution miracle à ce problème. Le gouvernement camerounais a approuvé un financement de 10 millions de dollars destinés à un plan de développement d'urgence et de redressement pour le nord. Toutefois, le coût estimé pour répondre aux besoins régionaux est plus proche de la somme de 1 milliard de dollars, admet Hans De Marie Heungoup. Des membres du corps du Génie apportent leur contribution avec des projets civils de construction de routes et de ponts, dont un projet routier à Maroua, correspondant aux attentes locales et qui devrait favoriser l'activité commerciale.

Tous conviennent que les besoins sont considérables pour les 4 millions d'habitants de la région, dont 70 pour cent vivent dans la pauvreté. Dans un essai publié dans le magazine militaire camerounais *Honneur et Fidelité*, Vincent Ntuda Ebodé, de l'Université de Yaoundé II-Soa, fait valoir que les forces de défense et les acteurs de la société civile ont intérêt à collaborer pour combattre l'influence à long terme de Boko Haram. « Il ne s'agit pas seulement de mettre un terme au conflit », écrit Vincent Ntuda Ebodé. « Il est davantage question d'instaurer une paix durable. C'est pourquoi, à côté des initiatives militaires, il y a les initiatives civiles. D'autre part, sous des formes multiples, les civils représentent le soutien essentiel qui est nécessaire à la victoire finale. »

**Des membres d'un groupe d'autodéfense sont équipés d'arcs et de flèches dans la ville de Kolofata, au nord du Cameroun.**

de la Défense, mais a également résulté des exigences particulières du combat. De nombreuses missions exigeaient la rapidité des BIR et la puissance de feu du bataillon blindé de reconnaissance et du régiment d'artillerie sol-sol. Certaines missions ont également nécessité un appui aérien rapproché fourni par les hélicoptères de transport Mi-17 ou les hélicoptères d'attaque Z-9 de l'armée de l'air. Certaines missions visant à nettoyer les îles du lac Tchad exigeaient l'expertise des Marines.

« On a commencé à constater un changement dans la manière dont les différentes unités agissaient de concert », a déclaré Hans De Marie Heungoup, un expert de la sécurité et analyste camerounais auprès de l'International Crisis Group. « La gendarmerie, les soldats d'Emergence 4, les BIR de l'opération Alpha ont coopéré ».

Cette attitude a porté ses fruits. En décembre 2014, les combattants Boko Haram ont envahi et occupé la petite ville d'Achigachia du côté camerounais de la frontière. Les forces terrestres ont opéré une retraite tactique hors de la zone et ont appelé un soutien aérien. Sur autorisation directe du président, les pilotes d'Alpha Jet ont effectué des missions de bombardement aérien qui ont neutralisé la menace de Boko Haram. La réponse massive a mis un coup d'arrêt aux actions de contrôle terrestre engagées par Boko Haram à l'intérieur du Cameroun.

« Cela a été le deuxième stade de ce conflit », a estimé Didier Badjeck. « À partir de là, il y a eu beaucoup de chocs, de nombreux engagements et plus jamais les terroristes de Boko Haram n'ont réussi à occuper le territoire camerounais ».

**Le colonel Didier Badjeck est le chef de la division de la Communication au Ministère de la Défense du Cameroun.**

## *Phase asymétrique*

Boko Haram se trouvant incapable de tenir son territoire, il a eu recours à des tactiques asymétriques. Didier Badjeck a indiqué que le groupe extrémiste dissimulait régulièrement des mines et des engins explosifs improvisés (EEI) le long des routes.

Boko Haram est devenu trois fois plus susceptible d'utiliser des bombes en 2014 qu'en 2013, selon une étude publiée dans la revue *Scientific Bulletin*. Les victimes étaient deux fois plus susceptibles d'être des civils pendant cette période, et l'utilisation des enfants et des femmes dans les attaques a augmenté.

Didier Badjeck a indiqué que c'était la preuve de la complexité accrue et de la perversité de l'ennemi. « Vous devez comprendre que Boko Haram n'est pas stupide », a poursuivi Didier Badjeck. « Ils ont réfléchi et ont compris que le point fort de l'armée camerounaise était sa flexibilité et sa mobilité, alors pour frapper le centre de gravité, il leur fallait créer un problème dans les itinéraires ».

En réponse, a affirmé Didier Badjeck, les unités camerounaises se sont fortement appuyées sur la formation de déminage qu'elles ont reçu de la France et des États-Unis. Elles ont entrepris une surveillance intensive des routes,

## *EN CHIFFRES :* Le Cameroun s'attaque à Boko Haram

Longueur de la frontière séparant le nord du Cameroun et le Nigeria : **400** kilomètres

Civils camerounais tués par Boko Haram : **1.300**

Civils camerounais enlevés par Boko Haram : **1.000**

Première attaque de Boko Haram contre l'armée camerounaise : **2 mars 2014** à Fotokol

Membres de Boko Haram tués par les forces de sécurité camerounaises depuis 2014 : **2.000**

**336** Attaques au Cameroun d'août 2014 à mars 2016 :

**1.000** Membres de Boko Haram arrêtés par les forces de sécurité camerounaises depuis 2014 :

Camerounais déplacés dans leur propre pays du fait des combats : **190.000**

Personnel militaire déployé dans le nord du Cameroun : **10.000**

Sources : *Le Jour*, International Crisis Group

avec l'aide de drones et sous l'impulsion d'une unité de gendarmerie nouvellement créée déployée dans la zone nord. Les gendarmes de l'escadron appelé ERIGN4 ont accru le nombre de postes de contrôle sur les routes et ont utilisé des miroirs, des détecteurs de métal et des scanners portatifs à la recherche de bombes.

« Il a fallu aux responsables militaires trois ou quatre mois pour s'adapter [au conflit asymétrique] », a précisé Hans De Marie Heungoup. « Également, il leur a fallu changer leurs modes opératoires dans une certaine mesure pour ajuster leurs plans. En réponse à la menace des EEI, ils se sont dit que peut-être il leur faudrait éviter d'aller partout sur la route comme ils avaient l'habitude de le faire, et que cela devait être fait avec plus de précautions ».

En février 2015, Boko Haram a réagi à son tour en réorientant ses cibles, en visant les emplacements civils comme les marchés plutôt que les routes et en ayant davantage recours à des kamikazes. En trois mois, pendant l'été 2015, les attentats suicide ont fait 100 victimes et 250 blessés dans le nord du Cameroun. Sur les 34 attentats suicide dénombrés au Cameroun jusqu'à mars 2016, 80 pour cent ont été commis par des femmes ou par des filles.

**Un hélicoptère Mi-17 de l'armée de l'air camerounaise atterrit dans le nord du Cameroun.**

## *Une approche régionale*

Bien que le Cameroun ait fait des progrès pour contrecarrer les attaques asymétriques, le commandement s'est rendu compte qu'il ne faisait que réagir au problème et qu'il n'allait pas à sa racine. Il lui fallait démanteler les camps et les sanctuaires à l'intérieur du Nigeria. Dès juin 2015, le Cameroun a été autorisé à exercer un « droit de poursuite » non écrit permettant de traverser la frontière et d'attaquer les cibles de Boko Haram sur le sol nigérian. Simultanément, la région a activé la Force multinationale mixte (FMM) sous les auspices de la Commission du bassin du lac Tchad et de l'Union africaine. Le mandat de la FMM, dont le quartier général est à N'Djamena, prévoit la participation de 8.700 soldats et comprend quatre zones opérationnelles au Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria.

La coopération et les échanges en matière de renseignement se sont améliorés depuis ces développements. « De plus en plus de renseignements sont collectés par le biais de la FMM et même bilatéralement », a expliqué Hans De Marie Heungoup. « Souvent l'armée nigériane contactera l'armée camerounaise pour l'avertir de la situation, et vice versa. Il y a eu des progrès tout à fait notables dans l'échange de renseignements et même des plans opérationnels, ce que nous n'avons pas toujours observé dans la coalition ».

Les signes de ce partenariat étaient manifestes au cours des deux missions conduites en février 2016 à Kumshe et à Ngoshe, deux villes du Nigeria. À cette occasion, les forces armées camerounaises et nigérianes ont travaillé main dans la main pour attaquer et démanteler des usines d'armement artisanal dans lesquelles de nombreux EEI étaient fabriqués et où les jeunes gens étaient endoctrinés et entraînés à commettre des attentats suicide. À Kumshe, les forces camerounaises ont reçu l'appui des forces nigérianes qui ont bloqué les routes et empêché Boko Haram d'effectuer une retraite stratégique. À Ngoshe, les soldats ont découvert quatre usines de fabrication de bombes artisanales avec de vastes entrepôts de piles, de détonateurs et de gilets bourrés d'explosifs prêts à l'emploi.

« On a commencé à comprendre qu'il y avait un grand intérêt à mieux collaborer avec le Nigeria, et le Nigeria a accepté cela sous la bannière de la Force multinationale mixte », a déclaré Didier Badjeck. « Cette collaboration a été très fructueuse, et nous avons remarqué que depuis que nous avons entrepris de frapper ces bases, il n'y a plus d'attentats kamikazes. Cela veut dire que l'action que nous avons entreprise est une action forte ».

En dépit des progrès, le combat est loin d'être terminé. Dans les 12 mois précédant août 2016, Boko Haram a lancé 200 attaques dans l'extrême nord du Cameroun, a signalé le magazine *Jeune Afrique*. Nombre de ces attaques ont été des raids rudimentaires durant lesquels les membres de Boko Haram ont volé du bétail ou ont cherché des provisions dans la nuit. D'autres attaques ont ciblé les comités de vigilance civile — des groupes d'autodéfense qui s'efforcent de sécuriser les villages. Environ 190.000 civils camerounais ont été déplacés dans leur propre pays à cause de la violence et ont peur de rentrer chez eux.

Les responsables militaires camerounais sont convaincus qu'ils viendront à bout de la menace, mais ils mettent en garde quant à la nécessité d'être patients et vigilants pour faire face à tout ce qui pourra suivre la présente phase.

« L'ennemi s'adapte régulièrement », a rappelé le général de corps d'armée René Claude Meka, chef d'état-major des armées du Cameroun. « En termes de perspectives, nous pensons que nous sommes engagés dans une lutte qui pourrait s'avérer longue, car même si les capacités militaires de l'ennemi semblent s'amenuiser, sa capacité de nuisance pourrait encore durer longtemps ». ❑

AFP / GETTY IMAGES

# Aguerris PAR LES ÉPREUVES

***Le général de brigade Daniel Ziankhan affirme que les Forces armées du Liberia sont sorties plus fortes de la crise d'Ebola et sont prêtes à assumer leur rôle.***

***Le général de brigade Daniel Ziankhan est le chef d'état-major des Forces armées du Liberia (AFL). Nommé à ce poste de commandement en 2014, il est le premier Libérien à diriger l'armée depuis la fin de la guerre civile, en 2003. Avant d'occuper son poste actuel, il a servi comme commandant de peloton et comme assistant militaire du ministre de la Défense, comme assistant du chef d'état-major des opérations de l'AFL et comme officier exécutif et plus tard commandant de la 23e brigade d'infanterie. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences et arts militaires du Collège d'état-major général et de commandement de l'armée américaine. Il s'est entretenu avec ADF depuis Monrovia. Cette interview a été résumée pour des raisons d'espace.***

**Question : Pourriez-vous nous dire quelques mots sur la guerre civile au Liberia ? Comment cela vous a-t-il formé personnellement et cela a-t-il influé sur votre perception de l'importance de la sécurité nationale ?**

**Réponse :** La guerre civile a touché chaque Libérien, qu'il ait été dans le pays ou non, et pendant la majeure partie, j'étais au Liberia. Lorsque la guerre civile a éclaté, j'étais à la fin de mon adolescence. J'étais le seul garçon parmi les neuf enfants de ma famille. Je savais que ma mère aurait le cœur brisé si elle venait à entendre que je participais à la guerre civile, alors j'étais toujours très proche d'elle. Nous avons dû fuir Monrovia pour nous réfugier dans l'arrière-pays dans le comté de Rivercess d'où je suis originaire. J'ai encore beaucoup de souvenirs de la guerre civile parce que j'ai dû revenir [à Monrovia] en 1992 pour poursuivre mes études, et c'était au moment de l'opération Octopus [une attaque sanglante contre la capitale par les forces fidèles à l'ex-président Charles Taylor]. La maison de mes parents a été réduite en cendres. J'ai perdu beaucoup de bons amis et de membres de ma famille. Alors, la guerre civile terminée, je pense que cela nous a touchés de plusieurs manières. Il y a beaucoup de mauvais souvenirs.

**Question : L'un des impacts durables de la guerre civile a été le dommage causé à la réputation de l'armée aux yeux des civils libériens. Comment avez-vous collaboré avec les responsables civils libériens et partenaires internationaux pour restaurer l'image des forces armées ?**

**Réponse :** C'est l'une des choses qui m'ont attiré vers l'AFL, parce que beaucoup de factions, dans les anciennes forces armées, dépendaient de la région dont elles étaient originaires et des alliances tribales et autres. Alors les gens n'avaient pas confiance dans l'armée. Donc ce qui a conduit certains d'entre nous à intégrer l'armée, c'était la possibilité de participer au processus de restructuration pour créer de nouvelles forces armées. On a affirmé, par le passé, que le système du mérite n'avait pas été suivi. Alors après l'accord de paix d'Accra, la CEDEAO [la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest] et le gouvernement américain ont pris les rênes pour restructurer l'armée et instaurer certaines normes. Cela nous a encouragés et c'est ce qui nous a amenés ici. Il y a encore beaucoup à faire, car la confiance est quelque chose qui se gagne. Elle ne s'achète pas et vous ne pouvez pas l'imposer aux gens.

**Le général de brigade des Forces armées du Liberia Daniel Ziankhan reçoit la médaille de l'Ordre de Saint Maurice au camp d'entraînement de Barclay, à Monrovia, le 26 février 2015. Cette médaille récompense les normes élevées du récipiendaire et son dévouement à l'infanterie.** AFP/GETTY IMAGES

**Question : Que faites-vous pour gagner cette confiance ?**

**Réponse :** Nous essayons d'entretenir une bonne relation civilo-militaire. Notre armée se rend maintenant dans l'arrière-pays du Liberia pour tenter d'effectuer des travaux de réhabilitation. Les ingénieurs et les unités médicales font un travail de proximité. De plus, nous enseignons à nos soldats comment se comporter au sein des communautés. Tout cela donne une certaine crédibilité à l'armée. Et pour la première fois depuis cinquante ans, nous participons

AFP/GETTY IMAGES

Un soldat libérien garde un chantier de construction d'un centre de traitement d'Ebola à Tubmanburg, au Liberia, en 2014.

au maintien de la paix internationale. Nous faisons partie de la MINUSMA [la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali].

Nous avons aussi relevé les normes d'éducation. Le minimum requis [pour intégrer l'armée] est le diplôme de fin d'études secondaires. Tous les officiers doivent avoir leur premier diplôme. Et, ce qui est bon à savoir, c'est que lorsque vous êtes passé du rang de capitaine à celui de commandant, vous devez aller au collège d'état-major général de commandement. Parmi mes officiers, au rang de capitaine et au-dessus, 90 pour cent ont une maîtrise. Considérant ce niveau d'éducation, je pense que cela aide à gagner la confiance des communautés. Mais l'éducation n'est pas suffisante ; vous devez adopter une attitude positive dans votre relation avec les gens.

**Question : Passons à la flambée d'Ebola. En tant que nouveau chef d'état-major, quelle a été votre première pensée lorsqu'il a été clair que les AFL seraient en première ligne de la riposte contre Ebola ?**

**Réponse :** Cela a été l'une de mes épreuves, si je peux m'exprimer ainsi. La flambée d'Ebola a commencé en 2014, juste après ma nomination, mais elle n'était pas encore mortelle sur une grande échelle à ce moment-là, parce qu'elle venait de se déclencher à la frontière avec la Guinée, dans le comté de Lofa. J'ai quitté ce front à peu près à la même époque en juillet pour me rendre à Boston, à la John F. Kennedy School of Government, et y suivre une formation de cadre supérieur. Pendant mon séjour, l'état d'urgence a été décrété et le président a ordonné le déploiement de l'armée pour aider à sécuriser des centres de traitement d'Ebola, et escorter des VIP et du personnel médical. Avant cela nous avions été en mission le long de la frontière et nous avions participé aux opérations Restaurer l'Espoir I et II le long de la frontière ivoirienne. Mais c'était la première fois que nous étions déployés dans la ville dans un tel rôle. L'un des problèmes auxquels nous avons été confrontés était le manque de logistique, parce que c'était en pleine saison des pluies, alors c'était difficile, car nous n'avions pas le type de véhicules nécessaire pour nous déplacer dans l'arrière-pays.

**Question : Quels problèmes spécifiques avez-vous rencontrés dans la coordination avec les pays voisins comme la Sierra Leone et la Guinée dans la riposte contre l'Ebola ?**

**Réponse :** La toute première chose dont je suis sûr, c'est que nous ne disposions pas de l'infrastructure pour traiter la crise de l'Ebola. Cela ne concernait pas seulement le Liberia, mais tout le bassin du fleuve Mano. Il n'y avait pas de plan d'urgence pour faire face à une telle épidémie. Il n'y avait pas de mécanismes de consultation. À qui s'adresser ? Personne ne voulait prendre d'initiative. Fallait-il s'adresser à cette ONG

AFP/GETTY IMAGES

Des soldats libériens traversent le pont de Monrovia au cours d'un exercice d'entraînement, le 24 juin 2016.

ou à ce ministre de la Santé, et qui était responsable ? Le problème était de savoir qui était responsable de toute l'opération et c'est ce qui a tout retardé. Dans mon pays, par exemple, le ministre de la Santé voulait être responsable, une ONG comme Samaritan's Purse voulait réceptionner le matériel d'urgence qui arrivait. Les États-Unis venaient organiser l'Opération United Assistance ; nous avions aussi les gens de l'Union africaine et de la CEDEAO. Le problème était que nous n'avions pas de mécanismes de consultation. J'ai fini par prendre le téléphone pour parler à mes homologues en Guinée, en Côte d'Ivoire ou en Sierra Leone, mais ce n'était pas eux qui étaient responsables. Ils essayaient de soutenir les efforts des agents sanitaires ou peut-être de la police, ce qui était un grand problème. Mais je pense que tout de suite après il y a eu beaucoup de conférences et de consultation, et c'est pourquoi j'estime que la deuxième et la troisième vague de l'épidémie d'Ebola ont été facilement endiguées par rapport à la première vague.

**Question : Êtes-vous convaincu que si la même chose se reproduisait, il y a maintenant un plan pour y faire face ?**

**Réponse :** Oui, certainement. Il y aura toujours des divergences, mais, avec les enseignements tirés, je pense que nous pouvons faire face à 99,9 pour cent. Pour être sincère, la logistique restera un gros problème. Vous pouvez disposer de tous les mécanismes, avoir l'entraînement et les idées, si vous manquez de mobilité, vous êtes dans une situation critique. Disons que si nous devions nous rendre à 80 km de Monrovia, et qu'un pont a été coupé, la logistique restera un problème. Mais, vu la manière dont nous avons réagi à la deuxième, à la troisième et à la quatrième vague [de l'épidémie], je suis sûr que nous serons en mesure de surmonter cet obstacle.

**Question : Quels grands changements apporteriez-vous dans la riposte à la flambée d'Ebola si vous deviez faire les choses différemment ?**

**Réponse :** Si nous devions faire les choses différemment, non seulement moi, mais le commandement de l'armée, ne voudrions pas être déployés en première ligne, parce que nous ne sommes pas vraiment formés aux opérations de sécurité intérieure. Nous ne servirions que de soutien à la police nationale libérienne, qui ferait alors son travail. Nous ne devrions être là que pour les assister. Notre première responsabilité est de défendre l'intégrité territoriale de ce pays contre les menaces extérieures et intérieures, alors dans les cas de ce que nous appelons « les opérations militaires autres que la guerre », je pense que nous devrions essayer d'apporter notre aide. De plus, je pense que nous n'aurions pas dû utiliser des balles réelles parce que ce n'était pas une zone de guerre. Je pense que l'utilisation de balles à blanc et la prise d'autres mesures sont des choses que nous ferions différemment.

**Question : Qu'avez-vous appris de la confrontation entre les AFL et les civils lors de l'application de la quarantaine à West Point ?**
**Réponse :** Il y a eu des victimes. C'est l'un de mes plus grands regrets depuis que je suis chef d'état-major. Il y a eu beaucoup de réactions de la communauté internationale et des quotidiens locaux ; les journaux racontaient que les AFL avait tué des civils non armés, mais, comme je vous l'ai dit, ce sont des enseignements que nous avons tirés. Il est malheureux que des personnes aient perdu la vie. Aucun parent ne devrait enterrer un enfant, mais c'est comme ça. Ces événements n'ont pas défini les Forces armées du Liberia. Ces individus ont pris part à ce que j'appellerais le scandale de West Point. Ils ont été [punis conformément au Code uniforme de justice militaire]. C'est ce qu'il y a de bien dans les Forces armées du Liberia ; nous ne fusillons pas nos soldats, nous ne les cachons pas dans des casernes. Nous essayons de démasquer ceux qui ont mis l'armée dans l'embarras. C'est le devoir des institutions. Il y aura toujours des brebis galeuses et de mauvais éléments, mais l'incapacité d'une institution à punir ceux qui se placent au-dessus des lois en fait une mauvaise institution. Nous avons pu prendre des mesures concrètes. Aucun commandant militaire depuis l'Antiquité jusqu'aux temps modernes n'a pu contrôler les agissements de chaque soldat individuel, mais ce que peut faire ce commandant, c'est demander à chaque soldat de répondre de ses actes. C'est ce que nous avons fait et cela envoie un message.

> ***« La sécurité nationale est un puzzle et chacun doit apporter une pièce à ce puzzle ».***
>
> **— Général de brigade Daniel Ziankhan**

**Question : Pensez-vous que la riposte à la crise de l'Ebola a donné aux AFL une occasion de redorer son blason aux yeux des citoyens libériens ?**
**Réponse :** Lorsqu'ils nous ont vus construire ces centres de traitement d'Ebola avec l'armée américaine et Screaming Eagles [la 101e Division aéroportée], cela a eu un impact. Nous étions dans le comté de Bomi et les citoyens ont vu notre corps d'ingénieurs faire son travail. Nous avons rehaussé notre image de marque au cours de l'un de ces moments où nous avons essayé de changer l'opinion du peuple libérien à l'égard de l'AFL.

**Question : Le 1er juillet 2016 a marqué la fin officielle de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL). Quelle étape importante représente le récent retrait des forces de la MINUL ? Comment évalueriez-vous la capacité de l'armée à assurer la sécurité dans l'ensemble du pays ? *[Note de la rédaction : la MINUL a depuis accepté de prolonger son mandat jusqu'à la fin 2016, bien que les AFL aient repris l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays].***
**Réponse :** Certains ne sont pas contents parce qu'ils étaient habitués à la présence internationale. La guerre civile au Liberia s'est terminée en 2003, et depuis, la communauté internationale a été présente. Ce n'est pas qu'ils n'ont pas confiance en leur propre système de sécurité, mais ils se demandent si le retrait de la MINUL n'ouvrirait pas la voie à une autre guerre civile. Ces sentiments sont normaux. Certaines personnes sont encore en train de panser leurs plaies, d'autres sont encore traumatisées. L'épreuve décisive viendra lorsque les Nations Unies se retireront et que les gens verront comment nous réagissons aux problèmes. C'est l'ironie de la situation. Pour la première fois, ce sont les Forces armées du Liberia et la police nationale libérienne qui font tout le travail ; la MINUL observe depuis les coulisses. Par exemple, cela fait plus de deux mois que nous avons repris la responsabilité du déminage. Notre équipe d'intervention a ramassé tous les restes explosifs de la guerre. La police nationale libérienne a effectué toutes les patrouilles. Mais les gens ont des raisons légitimes d'être prudents à cause de la folie de la guerre civile, et depuis la fin de sa mission, la MINUL est la seule force qu'ils aient connue. Mais la seule bonne chose c'est que nous y avons été préparés. Et alors que la MINUL était une force multinationale que nous ne pouvons égaler en hommes et en matériel, ce que nous pouvons faire c'est nous déployer stratégiquement et essayer de collaborer avec la population. La sécurité nationale est un puzzle et chacun doit apporter une pièce à ce puzzle. Le succès repose sur les épaules des citoyens. C'est pourquoi nous avons une bonne relation civilo-militaire avec eux. Ce sont ces gens que nous essayons de défendre, mais nous avons aussi besoin de leur intelligence pour interagir avec eux, ce n'est donc pas une voie à sens unique. Je suis sûr que l'AFL jouera son rôle et si d'autres éléments de l'appareil sécuritaire jouent leur rôle et chacun connaît son rôle, nous pouvons coopérer pour une sécurité totale. ❑

# LE LIBERIA PARTAGE LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

ISTOCK

# L'ARMÉE NATIONALE A JOUÉ UN RÔLE CLÉ POUR ENRAYER L'ÉPIDÉMIE ET ORGANISER LES RESSOURCES DU PAYS

**GÉNÉRAL DE BRIGADE DANIEL ZIANKAHN**
CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES FORCES ARMÉES DU LIBERIA

**COMMANDANT SCOTT POLASEK**
CHEF DE BUREAU AFRIQUE DE L'OUEST/DIRECTION DE LA COOPÉRATION POUR LA SÉCURITÉ/ARMÉE AMÉRICAINE

Le Liberia est encore sous le coup de la perte de plus de 4.000 citoyens à cause de l'épidémie d'Ebola. La flambée épidémique de 2014 a dévasté les communautés et a changé le pays pour toujours.

Les Forces armées du Liberia (AFL) ont joué un rôle de soutien majeur dans le confinement de l'épidémie. Les AFL ont tiré de nombreux enseignements qui peuvent éclairer les interventions militaires futures, non seulement pour les flambées du virus Ebola, mais également pour d'autres crises à la prise en charge desquelles l'armée ne participe traditionnellement pas.

Malheureusement, au printemps 2014, les gouvernements et les experts internationaux n'ont pas prévu la tragédie qui allait frapper le Liberia. Ils pensaient que l'épidémie suivrait les modèles épidémiologiques historiques du virus Ebola et qu'elle serait circonscrite en quelques semaines. Ces attentes ont été vite anéanties, car cela a été la première fois que le virus Ebola s'est propagé dans plusieurs pays en frappant les centres urbains.

Le nombre de cas a régulièrement augmenté au début de l'été 2014. Initialement la flambée était circonscrite au nord du Liberia. Il y a eu 12 cas en mai et 51 cas en juin. La zone d'infection s'est étendue en juillet, et vers la fin du mois, il y avait 329 cas.

Le nombre des cas a explosé en août. Vers la fin du mois, il y avait 1.378 cas d'Ebola au Liberia, une augmentation de 319 pour cent par rapport à la fin juillet. Le virus Ebola s'est propagé dans la plupart des comtés et centres urbains majeurs du Liberia. Plus inquiétant encore, les experts de la maladie estimaient que sans intervention, il pouvait y avoir plus de 100.000 cas d'Ebola au Liberia d'ici la fin janvier 2015.

La gravité de la flambée a conduit la présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf à déclarer l'état d'urgence. Malheureusement, aucun plan d'urgence adéquat n'existait pour une épidémie du virus Ebola de cette ampleur. Le problème était aggravé par l'absence de compréhension par les Libériens des flambées de maladies infectieuses. La plupart des Libériens ne comprenaient pas ce qu'était la nature d'Ebola ni son mode de transmission. Certains ne croyaient même pas que c'était réel.

Ce manque de compréhension n'était pas limité à la population civile. Par exemple, les hôpitaux sont devenus des lieux de prédilection pour l'infection à cause du caractère inadéquat des protocoles de prévention pratiqués par les médecins, infirmières et infirmiers. Vers la fin août, la situation était sombre, la réponse était confuse et les Libériens avaient peur.

Malgré tout, avec septembre est venu l'espoir. Le gouvernement du Liberia, avec l'assistance technique de l'Organisation mondiale de la Santé, a ouvert une unité de traitement de 120 lits, et les États-Unis ont déployé 3.000 militaires dans le pays.

Cette déclaration de soutien de la part de la communauté internationale a donné du courage aux Libériens, leur a montré la voie à suivre et a apporté une dynamique positive dont ils avaient tant besoin.

En quelques jours, les États-Unis ont rejoint l'UA et d'autres organisations et ont commencé à mener des opérations combinées avec les AFL. Au cours des trois semaines qui ont suivi, les AFL ont élaboré un plan visant à construire, entretenir et doter en personnel 17 centres de traitement pour les victimes du virus Ebola. Elles ont établi des laboratoires mobiles supplémentaires pour traiter les échantillons de sang des victimes présumées d'Ebola. Pour traiter le problème du taux élevé d'infection des travailleurs de la santé, elles ont commencé à les former aux

**Le colonel libérien Prince Johnson s'entretient avec des habitants d'une localité au sujet d'une unité de traitement du virus Ebola devant être construite dans leur village.** SOLDAT DE PREMIÈRE CLASSE CRAIG PHILBRICK/ ARMÉE AMÉRICAINE

modalités de traitement des patients infectés par le virus Ebola. Les AFL et le personnel militaire des États-Unis ont commencé à construire un centre de traitement ultra-moderne pour les travailleurs de la santé afin d'encourager les experts internationaux à venir au Liberia.

Ce qui s'est produit est encore plus important que ce qu'ils ont fait en septembre : les militaires sont devenus une équipe. Divers gouvernements, organisations et armées ont défini un but commun. Cette équipe a entrepris de réduire l'augmentation des nouveaux cas enregistrés chaque jour. Une telle diminution était cruciale pour éviter que se produise le scénario catastrophe.

Le travail qui a véritablement commencé en septembre a commencé à porter ses fruits en octobre. Les centres de traitement d'Ebola sont devenus opérationnels dans les zones les plus touchées. Ces centres ont créé un pare-feu qui a permis de circonscrire la flambée épidémique aux communautés affectées. Les laboratoires de dépistage supplémentaires ont permis d'accélérer le traitement des échantillons de sang des patients suspectés d'avoir contracté le virus Ebola, de trois jours à deux ou trois heures, a rapporté *USA Today*. Le gouvernement du Liberia a développé une stratégie de communication efficace qui a expliqué à la population la nature d'Ebola et son mode de transmission et a indiqué les endroits où elle pouvait recevoir un traitement. Ces initiatives ont réduit le nombre de nouveaux cas.

Les opérations de confinement du virus Ebola sont passées de la phase défensive à une phase offensive en novembre et en décembre. Avec l'assistance de partenaires internationaux, les AFL ont achevé la construction de la majorité des centres de soins de santé ainsi que la formation des travailleurs de la santé. L'équipe a développé de nouvelles méthodes pour identifier les patients potentiels et effectuer le dépistage du virus Ebola dans l'un des laboratoires mobiles, et aussi pour placer les patients dont le cas a été confirmé dans des centres de traitement en quelques heures. Résultat encore plus important, les Libériens ont compris la nature d'Ebola, les facteurs menant à sa transmission et l'importance de chercher à se faire traiter dans les plus brefs délais.

Ces initiatives ont abouti à une diminution de 60 pour cent des nouveaux cas par jour dans la semaine du Nouvel An, par rapport aux pics constatés en août. L'épidémie d'Ebola au Liberia en 2014 aurait pu être considérablement pire s'il n'y avait pas eu le soutien de la communauté internationale. Grâce à ce soutien, les AFL ont joué un rôle clé dans la réduction de la menace d'Ebola au Liberia.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS

De nombreux enseignements ont été tirés de l'épidémie d'Ebola de 2014. Voici les quatre enseignements majeurs pour les AFL.

**Développer les partenariats :** les relations ont été la clé de la réussite du confinement du virus Ebola. Par exemple, les solides partenariats que les AFL ont établis avec les responsables politiques, militaires et du corps

Un enseignant libérien prend la température des élèves au moment où ils arrivent pour les leçons de la matinée, dans le cadre des mesures de prévention d'Ebola mises en place dans un lycée de Monrovia, au Liberia. THE ASSOCIATED PRESS

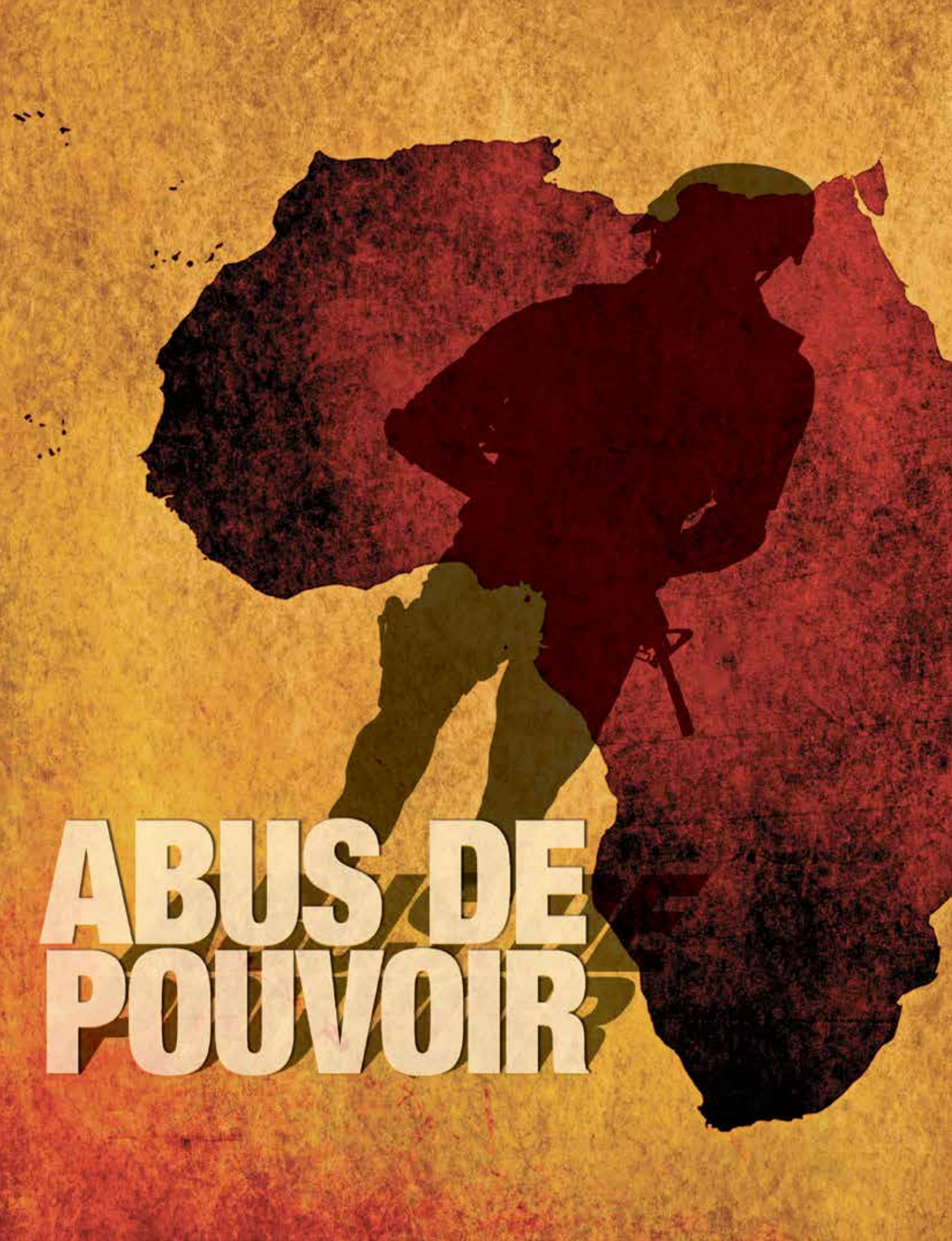
médical américains datent d'avant l'épidémie et ont permis de mettre en place le soutien financier, la formation médicale technique et l'appui logistique militaire. Les problèmes complexes, tels que la flambée du virus Ebola, ne sont résolus que lorsque les armées collaborent avec des organisations qui ont des domaines d'expertise et des cultures très différentes.

**Soutien aux autorités civiles :** les armées n'ont pas l'habitude d'agir dans un rôle subordonné à d'autres organismes gouvernementaux et organisations civiles. La plupart des organisations impliquées dans cette opération n'avaient pas en place les processus définis de prise de décision auxquels les armées sont accoutumées. Toutefois, à aucun moment les AFL n'ont désiré jouer un rôle officiel de leadership. Au lieu de cela, les militaires ont mis à contribution leur influence et leur rôle mobilisateur à travers leur aptitude à planifier, synchroniser et exécuter de manière professionnelle des opérations complexes à grande échelle. C'est la meilleure manière de soutenir les dirigeants civils lors d'une crise nationale éprouvante telle que l'épidémie d'Ebola. La préoccupation principale de l'armée doit être de défendre la nation, ses valeurs et de soutenir les dirigeants civils.

**Définir un objectif final et en convenir :** la clé du confinement du virus Ebola a été de mettre en place une équipe recherchant la même issue, à savoir mettre un coup d'arrêt à la propagation du virus Ebola. Cet objectif a surmonté toutes les rivalités bureaucratiques en mettant en adéquation les organisations et les ressources nécessaires à l'achèvement de la mission. Des armées professionnelles doivent montrer l'exemple à suivre à leurs homologues de la société civile ou du gouvernement.

**La prévention est ici le facteur déterminant :** l'adage selon lequel « mieux vaut prévenir que guérir » résume l'importance de la préparation. Il est crucial pour les AFL et les autres armées de la région de ne pas oublier les connaissances qu'elles ont acquises et les meilleures pratiques qu'elles ont identifiées à partir de l'expérience difficile de la flambée d'Ebola. Pour être mieux préparées à de futures flambées, les armées doivent développer un plan de réponse aux épidémies et effectuer des exercices simulant cette réponse. L'armée peut également jouer un rôle dans les actions éducatives publiques en cours afin de promouvoir des pratiques hygiéniques et d'informer les soldats et les civils des origines d'Ebola et d'autres maladies.

L'Organisation mondiale de la Santé a déclaré le Liberia exempt de transmission du virus Ebola le 9 mai 2015. Depuis lors, le Liberia a connu d'autres flambées d'Ebola et il est probable qu'il y en aura de nombreuses autres à l'avenir. Toutefois, ces flambées ont été différentes parce que le Liberia a tiré des enseignements de la première épidémie. Cette fois, les réponses ont été ponctuelles et efficaces. Les AFL ont bon espoir que les armées africaines ont également tiré des enseignements de l'épidémie d'Ebola de 2014 au Liberia. ❑


ABUS DE
POUVOIR

ADF ILLUSTRATION

# LA VIOLENCE SEXISTE ET SEXUELLE PEUT ENTRAVER LES MISSIONS ET TERNIR LA RÉPUTATION DES ARMÉES

PERSONNEL D'*ADF*

La violence sexiste et sexuelle (VSS) et l'exploitation et les abus sexuels (EAS) ont été des problèmes majeurs dans les missions de maintien de la paix pendant de nombreuses années. Les missions en Bosnie, en République Centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo et autres, ont fait état d'agressions sexuelles durant ces vingt dernières années. Ces accusations portent préjudice à la crédibilité et à l'efficacité de ces missions.

L'instabilité actuelle en RCA a fourni l'un des exemples les plus extrêmes d'abus de civils perpétrés par les Casques bleus. Selon *l'International Business Times*, un rapport interne des Nations Unies indique que des soldats de la paix ont abusé d'une dizaine de jeunes garçons âgés de 8 à 15 ans, en échangeant de la nourriture et de l'argent contre des actes sexuels dans un camp de personnes déplacées à Bangui, entre décembre 2013 et juin 2014.

La taille, la portée et la complexité des missions internationales de maintien de la paix peuvent compliquer les efforts de prévention de la VSS.

À titre d'exemple, au 31 mars 2016, la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) comptait 9.799 soldats, 1.896 policiers et plus de 1.000 autres membres du personnel. Quarante-huit pays ont fourni des troupes à la mission. Le nombre de pays contributeurs de troupes (PCT), le nombre disparate de membres du personnel ayant différents niveaux de formation, la prévalence de civils vulnérables, l'absence de paix et d'institutions gouvernementales dans le pays hôte, rendent la tâche de s'attaquer au problème de la VSS d'autant plus compliquée.

Le général de division ougandais, Fred Mugisha, rappelle les conditions qu'il a connues au cours de son service en tant que commandant des forces de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), de 2011 à 2012.

Lorsque la mission de maintien de la paix a commencé, en 2007, les forces du gouvernement somalien se composaient de militants non disciplinés

**Des femmes du village de Tabit accueillent les forces accompagnant le Procureur spécial pour les crimes commis au Darfour, Yasir Ahmed Mohamed, en novembre 2014, chargé d'enquêter sur des allégations de viols massifs de 200 femmes et filles.** REUTERS

qui avaient servi divers chefs de guerre à travers le pays. Les forces de l'AMISOM de Fred Mugisha étaient originaires de divers pays, les soldats ayant différents niveaux de formation et de connaissances. Ces troupes devaient travailler avec les forces somaliennes.

« Les troupes de l'AMISOM étaient mieux entraînées, mieux équipées, mais je ne pense pas que les différents pays aient eu des normes unifiées en ce qui concerne la prévention de la violence sexiste », a déclaré Fred Mugisha à *ADF*.

La violence sexiste et sexuelle inclut une large gamme de délits tels que le viol, l'agression, le mariage forcé/précoce et même la traite des êtres humains. Les Nations Unies donnent la définition suivante de l'exploitation sexuelle : le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris, mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique. Dans les missions de maintien de la paix, la VSS/les EAS ont souvent inclus l'abus de femmes, d'hommes, de garçons et de filles. Parfois, de la nourriture ou d'autres ressources sont échangées contre des faveurs sexuelles. Il s'agit là d'un abus de la responsabilité du Casque bleu de protéger les civils.

Au moment où un incident est signalé, de nouveaux problèmes surgissent : les crimes sont commis dans un pays où la structure et les institutions gouvernementales sont inopérantes. La responsabilité des poursuites pénales est entre les mains du PCT qui a envoyé le soldat incriminé, lequel doit être renvoyé chez lui pour être poursuivi. Le rapatriement engendre des problèmes immédiats quant à la preuve et à l'accès aux victimes. Même si le PCT entame des poursuites, cela se fera loin de la victime et de la communauté au sein de laquelle le crime a eu lieu.

« Mais la victime – la personne dont les droits ont été violés – ne sera pas dans le PCT pour veiller à ce que la loi soit appliquée et que justice soit faite », a déploré Fred Mugisha. « Quel est le résultat ? Cela engendre la méfiance. On pense que vous avez simplement rapatrié le suspect et que la justice ne suivra pas son cours. Et cela, bien sûr, crée certains sentiments négatifs ».

## ABORDER LE PROBLÈME

Pour progresser dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, il faudra une formation à différents niveaux et un engagement à obtenir justice lorsque des crimes ont été commis. Cela ne sera pas chose facile, mais il y a des signes prometteurs qui indiquent que le problème est de plus en plus connu en Afrique. Des cas très médiatisés ont attiré l'attention du public et cette attention s'affaiblira si l'on a l'impression que les faits restent impunis, comme c'est souvent le cas avec les violations.

Thembile Segote, juriste principale de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, a passé 10 ans à poursuivre divers crimes, y compris le viol, dans son Lesotho natal. Elle a aussi engagé des poursuites dans deux cas de violences sexuelles entre 2006 et 2009, au Tribunal pénal international pour le Rwanda. Elle a traité cinq autres cas en appel entre 2010 et 2014 et a traité le problème de la VSS au niveau politique.

« En tant que procureur, j'estime que ces crimes doivent être punis de la même manière que d'autres crimes, c'est-à-dire d'une peine de prison, la plupart du temps », a déclaré Thembile Segote à *ADF* en ajoutant que les coupables doivent aussi être renvoyés de l'armée. Trop souvent, les actes sont considérés comme une simple mauvaise conduite, ce qui banalise le sérieux et la gravité du délit.

Selon Thembile Segote, pour poursuivre efficacement la violence sexuelle et sexiste dans les missions de maintien de la paix, plusieurs entités doivent être impliquées à différents niveaux :

**Les pays contributeurs de troupes :** les Nations Unies laissent aux pays contributeurs de troupes la responsabilité d'enquêter et de poursuivre ou de punir leurs propres soldats lorsqu'ils sont accusés de violences sexuelles. Ceci se produit généralement lorsque les soldats accusés sont rapatriés dans leur pays.

Le rapatriement complique les choses en ce sens que les accusés sont éloignés des accusateurs et les pays peuvent alors facilement fermer les yeux sur la responsabilité de l'auteur des faits. On peut contourner cette situation, en accordant aux pays hôtes « des obligations subsidiaires d'engager des poursuites pénales ». De cette manière, si un pays n'assume pas ses responsabilités, le pays hôte peut alors agir.

Cynthia Petrigh, fondatrice et directrice de Beyond peace, un cabinet-conseil en matière de soutien de la paix et des droits de l'homme, dont le siège est à Singapour, a suggéré que lorsque les PCT engagent des poursuites, ils devraient envoyer des juges et des juristes dans le pays hôte pour statuer, « afin que tout le monde sache qu'il y a une justice ». De cette manière, la présentation des preuves et des témoins serait simplifiée.

**Le pays hôte de la mission de maintien de la paix :** les pays hôtes devraient enquêter et rapporter au commanditaire de la mission – l'ONU, l'Union européenne ou l'Union africaine – et au PCT. De cette manière, l'attention est attirée sur le problème et le PCT est tenu pour responsable.

**Les commandants des missions de maintien de la paix :** le premier devoir du commandant d'une mission, lorsqu'il est informé de cas de VSS, est « de prendre toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin », a déclaré Thembile Segote. Le commandant doit aussi rendre compte de la situation au PCT et aux commanditaires de la mission.

**Les commanditaires de la mission :** des organes tels que les Nations Unies devraient mener des enquêtes sur la base de rapports reçus d'autres parties prenantes, prendre en compte les recommandations du commandant de la mission et tenir le PCT responsable des poursuites pénales contre les auteurs.

### LA VALEUR DE LA SENSIBILISATION ET DE LA FORMATION

La plupart des démarches pour lutter contre la violence sexuelle devraient être entreprises avant que le délit ne soit commis. Ceci demande une formation adéquate du personnel militaire et l'information des populations civiles sur leurs droits, avant le commencement d'une mission. Les conditions dans les pays hôtes rendent les civils particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation.

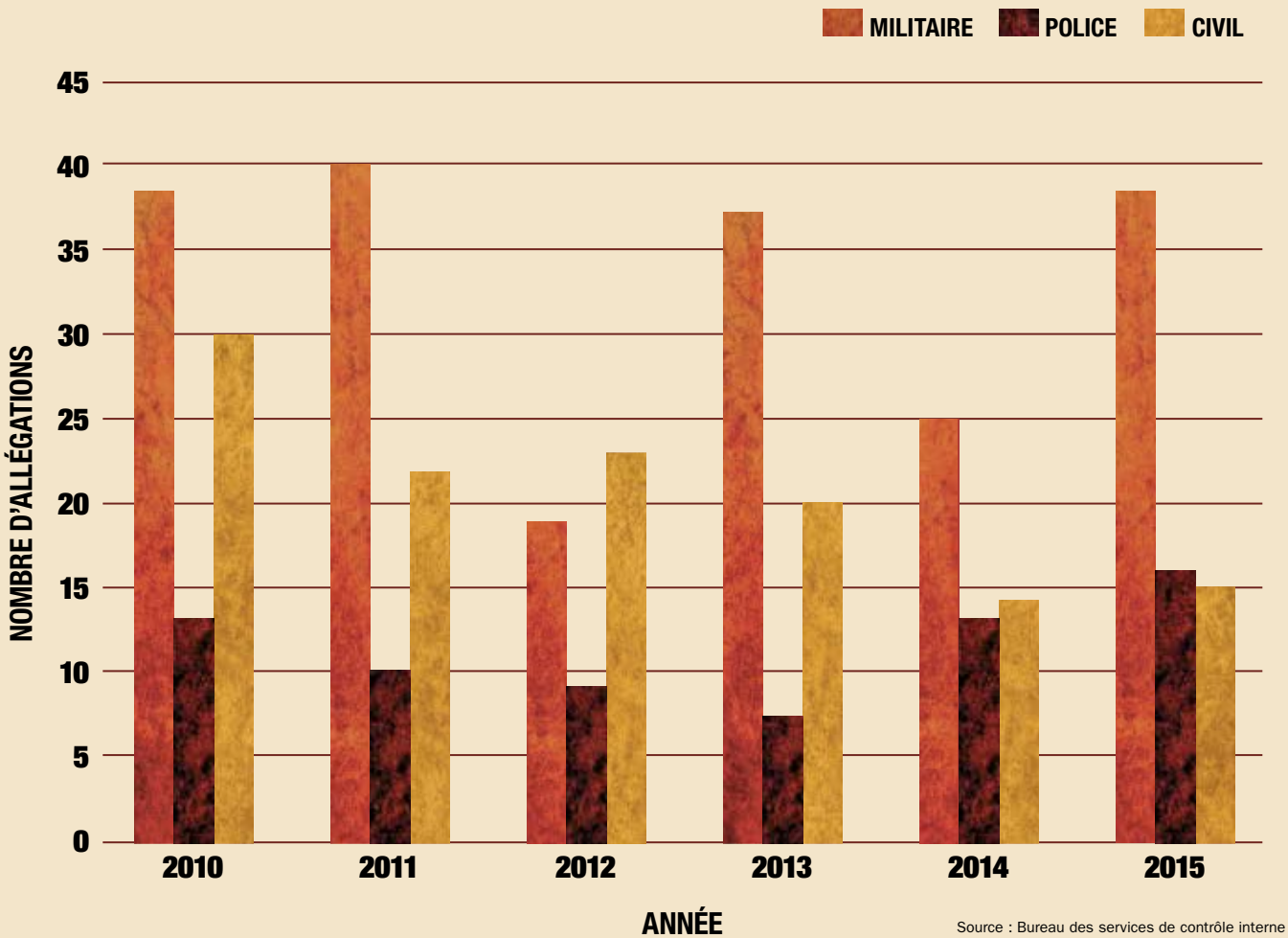
« Il n'y a pas de paix ; les gens courent toujours pour sauver leur vie », a regretté Thembile Segote, en ajoutant que les pays hôtes manquent généralement de stabilité et que les institutions auprès desquelles les victimes peuvent signaler qu'elles ont été agressées sexuellement font défaut. Ce manque de sécurité et ce sentiment de désespoir rendent les civils vulnérables et ils sont facilement contraints à des relations abusant de leur besoin de protection ou d'aide humanitaire, comme la nourriture ou les médicaments.

« À ce moment-là, en raison de la situation vulnérable dans laquelle ils se trouvent, ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont victimes d'exploitation, alors ils ne le signaleront pas parce qu'ils ne sont pas conscients d'être des victimes… parce que dans ces conditions, ce qui importe c'est de savoir "où sera mon prochain repas ?" », a poursuivi Thembile Segote.

Cynthia Petrigh convient qu'il est essentiel que les civils connaissent leurs droits. Toutefois, il vaut mieux que cette tâche soit réalisée par des organisations non gouvernementales et les Nations Unies, et non les armées. « Lorsque les gens connaissent leurs droits, les violations diminuent », a-t-elle affirmé.

Les armées devraient aussi participer à des formations spécialisées sur la base de programmes approuvés par l'ONU sur le droit humanitaire et sur la manière de se comporter avec les civils. Commencer par là permet d'éviter des poursuites ultérieurement. Le Royaume-Uni a envoyé Cynthia Petrigh au Mali pour y participer à une formation de l'Union européenne. Elle a formé environ 2.700 soldats, ce qui correspondait à l'époque à environ la moitié de l'armée nationale. Pendant son séjour de 11 mois, elle a reçu environ 700 soldats à la fois, qui étaient divisés en 10 groupes. Pendant 10 semaines, elle a informé

## NOMBRE TOTAL D'ALLÉGATIONS CONTRE LE PERSONNEL DE L'ONU




Source : Bureau des services de contrôle interne

les groupes sur la violence sexiste et sexuelle et sur le droit humanitaire. Elle a évalué son efficacité de quatre manières :

Premièrement, la formation ne s'est pas limitée à des cours magistraux. La connaissance de la violence sexuelle et des relations entre les sexes a été testée dans des exercices tactiques. Par exemple des dilemmes fondés sur le sexe ont été introduits dans une simulation de filtrage aux points de contrôle pour sécuriser une fabrique d'engins explosifs improvisés (EEI). Au lieu d'une fabrique d'EEI, les soldats ont trouvé un local rempli de femmes.

Deuxièmement, beaucoup de soldats se sont rendus dans le nord du Mali pour combattre les rebelles islamiques, après leur formation, et des observateurs des droits de l'homme ont constaté que le comportement des troupes maliennes s'était amélioré.

Troisièmement, Cynthia Petrigh a débriefé un bataillon qui retournait d'un déploiement dans le Nord. Les soldats ont indiqué que leur formation et leurs connaissances avaient amélioré leurs relations avec les civils et facilité leurs opérations.

Enfin, elle a aussi demandé aux soldats de remplir un questionnaire au début et à la fin de leur formation. Elle leur a posé la même question à chaque fois. Les résultats étaient positifs et clairs.

« Je vais vous donner un exemple : le premier jour, l'un des soldats maliens… a dit que "le viol était la beauté de la guerre". Et, au bout de la dixième semaine, j'ai demandé au même soldat "qu'avez-vous appris pendant cette formation ?". Une question très ouverte. Et il a répondu "oh, nous avons appris comment traiter les prisonniers, les civils et les femmes". Alors je lui ai demandé "et comment traiterez-vous les femmes ?" Il a répondu : "je traiterai les femmes comme ma sœur et comme ma mère" ».

La formation de Cynthia Petrigh au Mali n'a pas été le seul effort de lutte contre la VSS en Afrique. En août 2015, l'AMISOM a organisé une formation sur le genre et la VSS à l'École de paix et d'étude des conflits du Centre international de formation au soutien de la paix, à Karen, au Kenya. Le cours, destiné au personnel de l'AMISOM et financé par le gouvernement norvégien, a formé 20 participants venus de 10 pays africains, pour la plupart des policiers et des soldats de l'AMISOM.

L'Ouganda a aussi intensifié ses efforts de lutte contre la violence sexuelle. Le gouvernement a fourni 2 hectares au Centre régional de formation de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs sur la prévention et la suppression de la violence sexuelle dans la région des Grands Lacs. Depuis février 2014, l'Ouganda a fourni des bureaux au Centre, au sein de son ministère de l'Égalité des sexes, du Travail et Développement social.

En ce qui concerne la VSS, la sensibilisation est essentielle, tant pour les soldats que pour les civils. Et lorsqu'il est convenablement formé, le personnel militaire réagit bien. Cynthia Petrigh a observé que les soldats veulent être fiers de leur pays et faire les bons choix. C'est ce qu'elle a constaté au sein de l'armée malienne. Elle a été impressionnée par la manière dont ils ont réagi et compris « que c'est important pour l'image de leur pays ».

« Ils ont dit "nous ne voulons pas violer ; nous ne voulons pas donner une mauvaise image des forces armées de notre pays" ». ❑

**Cynthia Petrigh de Beyond peace, coordonne des exercices en extérieur avec des gendarmes maliens. Elle a dirigé une formation des troupes maliennes sur la violence sexuelle et sexiste.**
CYNTHIA PETRIGH

# S'ENTRAÎNER POUR LA **PROTECTION**

# *des*

# VULNÉRABLES

## *Le Mali attire l'attention sur les droits humains et sur la*

## PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS LES ZONES DE COMBAT

LT. COL. AMINATA DIABATÉ

*Le Lt. Colonel Aminata Diabaté est chef de la section droit international humanitaire à l'État- major général des armées du ministère de la Défense et des Anciens combattants du Mali. Son travail est axé sur la violence exercée contre les femmes.*

**Une femme passe près d'un soldat malien dans le village de Kadji au nord du Mali. La ville était un bastion du groupe extrémiste Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), avant que les forces maliennes la libèrent début 2013.** REUTERS

À partir de 2012, le Mali a été éprouvé par une crise dans la région nord-ouest du pays, de laquelle le pays s'efforce toujours de sortir.

Plusieurs éléments des forces armés et de sécurité ont été pour la première fois confrontés à des situations complexes et difficiles, lesquelles englobaient des notions comme le droit humanitaire, l'application des différentes résolutions des Nations Unies et le code de conduite des Forces Armées du Mali, etc. Un tel engagement répondait à l'immensité de la tâche à accomplir et à la situation de conflit.

Les droits des populations les plus affectées ont fait l'objet de graves violations au Nord de notre pays avec la stricte application de la Charia qui est en contradiction avec les textes juridiques du Mali. En effet, les espaces de libertés collectives et individuelles ont été fortement réduits avec l'application de la Charia dans les régions sous occupation des groupes islamistes. Flagellations en public, restrictions à la liberté d'expression et mariages forcés sont devenus pratique courante, et ceci a profondément affecté les droits des femmes et des filles.

Les conséquences d'un conflit armé sur les relations entre les sexes sont loin d'être négligeables. Les déplacements forcés et les violences liées au sexe de la victime sont deux exemples de répercussions qui ne sont en rien des retombées inévitables du conflit, mais bien plutôt des stratégies de guerre délibérées, qui déstabilisent les familles et les communautés et qui anéantissent les efforts nationaux et communautaires en matière de droits des femmes et des filles.

A titre d'exemple, les différents rapports de la guerre dans certains pays en Afrique ont fait état du viol systématique des femmes à grande échelle dans les conflits armés et des membres des milices ou des soldats ont souvent été mis en cause par les victimes. Il a aussi été noté que dans la majorité des pays en conflit, le taux de séroprévalence du VIH/Sida a tendance à augmenter au sein des hommes en armes du fait de la longueur des déploiements. Dans le conflit qui secoue actuellement le Mali, une étude réalisée par des partenaires de terrain a mis en évidence que près de 80 pour cent des auteurs des viols accusés par les victimes étaient des hommes armés, notamment des soldats, membres des milices ou soldats de la paix.

Il est temps de s'attaquer à ce problème. Le ministère de la Défense et des Anciens Combattants à travers l'État-major Général des Armées et en partenariat avec ONU Femmes et le Royaume des Pays-Bas a élaboré un module de formation sur la prévention et la protection des femmes et des filles avant, pendant et après les conflits armés. L'élaboration de ce module a permis l'organisation de sessions de formation au profit de nombreux membres des Forces Armées et des Forces de Sécurité du Mali en réponse à la crise qu'a connue notre pays.

Ce programme de renforcement s'inscrit dans le cadre du programme « d'assistance aux femmes et filles affectées par la situation de conflit et de participation des femmes au processus de consolidation de la paix » cofinancé par les Pays-Bas, la Suisse, le PNUD/ l'UE, le Fonds central d'intervention d'urgence et l'Espagne.

Il s'est avéré important de prendre des mesures visant à renforcer les niveaux de connaissance des forces de défense et de sécurité du Mali qui sont en alerte dans les postes de combat avancés. Il est utile et obligatoire de porter à leur connaissance les informations et dispositions nécessaires à la protection des droits humains, notamment ceux des femmes en situation de conflit. Il s'agit principalement des dispositions juridiques et de protection existante à savoir les résolutions 1325, 1820, 1888, 1889 des Nations Unies qui contiennent des dispositions clés que les groupes armés sont tenus d'appliquer en situation de conflit. Ils doivent assumer ces responsabilités.

Ces sessions de formation ont été très appréciées par les plus hautes autorités militaires qui ont été engagées dans l'élaboration de ce programme. Tous grades confondus, tous les officiers, sous-officiers et militaires de rang qui ont reçu ces formations ont témoigné de leur intérêt pour l'application du contenu des modules enseignés.

**DE FAÇON SPÉCIFIQUE, LES FORMATIONS VISENT À :**

1. Renforcer les connaissances des Forces de défense et de sécurité sur le droit humanitaire international, notamment les droits des femmes et des enfants à être protégés des violences exercées sur les femmes.
2. Faire connaitre davantage les dispositions en lien avec les résolutions des Nations Unies sur les femmes en situation de crise, notamment sur les violences sexuelles ;
3. Divulguer les informations sur les responsabilités des hommes de troupe et des supérieurs hiérarchiques vis-à-vis de la loi internationale en cas de violation des droits des personnes, surtout des plus vulnérables que sont les femmes et les enfants ;
4. Sensibiliser les hommes en armes qui se préparent à un déploiement dans des postes avancés sur les risques encourus de contracter le VIH/Sida et son impact sur la performance des forces armées ;

Ces quatre piliers sont renforcés, non seulement par le biais de conférences, mais également par des exercices interactifs et des jeux de rôle, de façon à ce que les soldats puissent observer et comprendre les scénarios ambigus et difficiles avant d'y être confrontés sur le terrain. Nous espérons que ceci les aidera à prendre les bonnes décisions lorsqu'ils accompliront leur missions à des postes avancés. L'armée est évaluée en fonction de la manière dont elle protège les groupes les plus vulnérables au sein des populations. Au Mali, nous faisons de la sécurité des femmes et des enfants une priorité absolue dans les zones de conflit. ❑

# LA « PERLE BLEUE » PAISIBLE DU MAROC

PERSONNEL D'*ADF*

Les montagnes du Rif s'étendent sur près de 300 kilomètres, de Tanger à la vallée de la Moulouya, près de la frontière entre le Maroc et l'Algérie. Nichée au cœur de la chaîne montagneuse, une petite ville, restée cachée pendant des siècles, est maintenant classée comme l'une des plus belles villes du monde.

Avec ses 35.000 habitants, la ville de Chefchaouen, dont les rues serpentent dans un décor vert et ocre, est plus connue pour ses maisons et bâtiments bleus, dans l'ancien quartier de la médina. Selon le site CompleteMorocco.com, la couleur insolite trouverait son origine dans l'ancienne population juive. Chefchaouen est souvent appelée la « perle bleue du Maroc ».

La ville, que la population locale appelle Chaouen, a été fondée en 1471 par les Maures et les Juifs fuyant l'Inquisition espagnole. La ville est restée isolée du reste du monde pendant des siècles, alors que ses habitants refoulaient les envahisseurs berbères et portugais. Dans les années 1920, l'Espagne captura la ville fortifiée et l'ouvrit au reste du monde.

Presque toutes les maisons et quelques ruelles de la vieille ville sont peintes dans diverses nuances de bleu. La couleur est obtenue en mélangeant de la chaux, de l'eau et du pigment. On rapporte que ce sont les Juifs fuyant les persécutions d'Hitler dans les années 1930 qui ont introduit la couleur bleue dans la ville. Il y a différentes explications à cela. Selon l'agence d'information en ligne Middle East Eye (MEE), le bleu symbolise « le ciel et le paradis et la direction d'une vie spirituelle ».

Cependant, les habitants de Chefchaouen ont des points de vue différents. Certains prétendent que la couleur bleue éloigne les moustiques. D'autres que les rues ressemblent alors à un ruissellement d'eau fraîche. Non, insiste un autre : le bleu représente la source de Ras el-Maa qui se trouve juste en dehors des murs de la ville.

« Faux, disent encore d'autres. Chefchaouen est bleue parce que la mer Méditerranée voisine est bleue ». Selon MEE, il est inutile de rappeler que la mer est au moins à 30 kilomètres. « La mer est très proche », persistent-ils.

En janvier 2016, le magazine *Condé Nast Traveler* a classé Chefchaouen 6e au rang des « 50 plus belles villes au monde », la qualifiant de « havre de paix après la frénésie de Marrakech et de Fez ».

L'artiste peintre Mohsine Ngadi a réaffirmé la dimension de Chefchaouen comme havre de paix. Le bleu n'est pas contre les moustiques ni pour célébrer la vie spirituelle juive, a-t-il confié à MEE. « Le bleu a été choisi pour le confort des yeux, surtout en été, lorsque le soleil brille. Personne n'est jamais pressé ici. Le stress n'existe pas » .

AFP/GETTY IMAGES

# Atténuer les effets des CATASTROPHES

## LA FORMATION À LA GESTION DES CRISES PEUT CONTRIBUER À ORGANISER LES RÉPONSES ET À SAUVER DES VIES

PERSONNEL D'*ADF*

Au moment où les vents humides du *kusi*, la mousson du sud-est, ont soufflé sur Nairobi vers la fin avril 2016, ils ont apporté avec eux les trombes d'eau diluviennes de la saison des pluies du Kenya.

Les vents du kusi sont généralement le signe annonciateur des « longues pluies », qui durent de la fin avril au début juin.

Comme il a plu pendant plusieurs jours, les inondations ont conjugué leurs effets à ceux d'un autre des points sensibles de la capitale kényane, à savoir la précarité des constructions. Le 29 avril, à proximité d'une rivière, un immeuble d'appartements de six étages situé à Huruma, un quartier pauvre de la ville, s'est effondré, ensevelissant ses résidents qui ne se doutaient de rien sous des tonnes de béton. Les sauveteurs ont repéré les voix faiblement audibles des gens coincés sous les décombres, réussissant à extraire 140 d'entre eux hors du danger. L'effondrement a fait quarante-neuf victimes, a rapporté Reuters le 8 mai.

Une porte-parole de la Croix Rouge du Kenya a affirmé au *Daily Mail* que c'était une scène de « chaos complet ».

Le Kenya n'est pas un cas unique en Afrique de l'Est ou sur le continent. Les inondations sont une menace permanente dans les régions de l'est, de l'ouest et du sud. Les effondrements de bâtiments — souvent le résultat de constructions de mauvaise qualité — sont un phénomène courant. L'Afrique de l'Est est souvent exposée à des périodes d'extrême sécheresse, avec pour conséquences la famine, la migration et les conflits tribaux. Les incendies sont une menace, et des pandémies, dont Ebola, ont éclaté dans diverses régions au fil des ans.

Un secouriste cherche des résidents coincés dans les décombres d'un immeuble qui s'est effondré à Nairobi, au Kenya.

REUTERS

**En juillet 2016, le gouvernement japonais a parrainé un cours intitulé « Renforcer la stabilisation et la résilience au sein des communautés affectées par les conflits et les catastrophes » dans les comtés kényans de Kwale, Kilifi, Tana River et Garissa.**

ILLUSTRATION D'*ADF*

**Un homme se déplace avec son âne à travers les rues inondées de Beledweyne, en Somalie, le 26 mai 2016. Des pluies torrentielles ont fait monter les eaux de la rivière Shabelle, forçant des centaines de familles à quitter leur foyer.**
AFP/GETTY IMAGES

Toutes ces catastrophes exigent la même chose : une réponse. Assurer des réponses bien coordonnées et en temps opportun peut sauver des vies. L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique a consacré des années à travailler avec des responsables de la gestion des catastrophes en Afrique de l'Est, en particulier avec le personnel de l'International Peace Support Training Centre (IPSTC - Centre international de formation au maintien de la paix) à Karen, au Kenya, pour mettre sur pied un programme d'études de six cours sur la gestion des catastrophes. Les cours sont assurés par le biais de la Humanitarian Peace Support School de l'IPSTC à Embakasi.

Une évaluation des besoins en formation, réalisée en juillet 2014, était axée sur les capacités de gestion des catastrophes au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. L'étude a examiné 14 capacités et a identifié plusieurs thèmes communs :

- Il y a souvent une coordination limitée entre les gouvernements nationaux et les communautés locales.
- Il y a peu de gestionnaires de catastrophes formés, et ces fonctions sont généralement secondaires par rapport à d'autres fonctions.
- Les responsables manquent de ressources, d'argent et de formation pour la gestion des catastrophes au niveau local.
- Il y a également un manque de procédures et de plans officiels au niveau local.
- Aucun gestionnaire de catastrophes local n'a une « capacité élevée » dans un quelconque domaine d'évaluation. Ces constatations soulignent la nécessité d'une formation.

Ces préoccupations ont mené à la mise en place d'un programme d'études de la gestion des catastrophes qui renforce les connaissances et les capacités des responsables dans toute l'Afrique de l'Est.

## UNE « APPROCHE TOUS RISQUES »

Travailler avec et par l'intermédiaire d'un centre régional de formation a été considéré comme la meilleure manière de renforcer les capacités en matière de gestion des catastrophes, et l'IPSTC disposait déjà d'un programme d'études sur lequel s'appuyer. Une fois que les besoins en formation ont été identifiés, des techniques ont été rassemblées de plusieurs sources et redéveloppées pour correspondre au système de prestation des cours dirigés par le chargé de cours de l'IPSTC.

Ceci a été accompli en deux étapes. Tout d'abord, un conseil d'examen du programme d'études, composé de gestionnaires de catastrophes et d'experts du domaine, a examiné les documents page après page, en accordant une importance particulière aux éléments linguistiques et culturels afin de déterminer ce qui correspondait le mieux à l'Afrique de l'Est. L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et

Des étudiants observent une démonstration d'une opération de recherche et de sauvetage pendant un cours de planification à la préparation aux catastrophes à la Humanitarian Peace Support School d'Embakasi, au Kenya.

IPSTC

Des étudiants discutent de la conception et du développement de la gestion des catastrophes.

IPSTC

Des étudiants participent à la simulation d'une explosion d'un immeuble pendant un cours sur les systèmes de commandement des interventions.

IPSTC

l'IPSTC ont collaboré à ce processus.

Ensuite, le centre a dirigé un programme pilote pour que les chargés de cours vérifient le programme d'études dans la durée en enseignant les six cours. Cette phase a permis de recueillir des réactions et a été accompagnée de modifications en cours de route. Une fois que les responsables ont achevé le programme pilote, les six cours ont été remis à l'IPSTC lors d'une cérémonie en février 2016. Depuis lors, le centre a assuré lui-même la prestation des cours.

Il était d'importance cruciale tout au long de ce processus de faire en sorte que le programme adhère à une « approche tous risques ». La réflexion sous-tendant cette approche est que, même s'il est adapté aux sensibilités et aux besoins de l'Afrique de l'Est, le programme doit être utile et efficace, quelle que soit la catastrophe qui survient, qu'il s'agisse d'un incendie, d'une inondation ou d'un autre événement. Cette approche contribue à assurer la viabilité du programme.

Le Dr Adane Tesfaye Lema, un entomologiste agricole éthiopien, a apporté son concours à l'examen et à l'élaboration des cours et a exercé des fonctions d'animation pendant la période pilote. Il a expliqué à *ADF*, lors d'une interview réalisée par courriel, que le programme pilote avait encouragé l'échange de connaissances, d'expériences et d'informations précieuses entre les pays représentés. Ce programme a également favorisé l'échange de ressources humaines et autres entre les pays ainsi que la planification interorganismes.

Les capacités à répondre aux catastrophes naturelles et à celles dues à l'activité humaine diffèrent largement d'un pays à l'autre, et même d'un organisme à l'autre au sein de chaque pays, a-t-il ajouté. Pour cette raison, la formation et les échanges d'informations sont indispensables.

## SIX COURS COMPLETS

Le programme d'études de la gestion des catastrophes de l'IPSTC comprend six cours fondamentaux.

Le cours intitulé **système de commandement des interventions** (SCI) enseigne une structure organisationnelle standard sur site en matière de réponse aux catastrophes. Il y a des cours **de planification de la préparation aux catastrophes** et de **communication et alerte rapide dans la gestion des catastrophes.** Le cours **de formation du centre des opérations d'urgence** montre comment créer et faire fonctionner un centre.

Les deux derniers cours, suivis ensemble pendant deux semaines, sont **la conception et le développement de l'exercice de la gestion des catastrophes** et **la prestation et l'évaluation de l'exercice.** Ces deux cours sont présentés comme des exercices de simulation conçus pour aider les participants à tester et à valider les plans de préparation aux catastrophes.

Le commandant Luke Nandasava des Forces de défense du Kenya a indiqué à *ADF* que plusieurs cours avaient été offerts depuis la fin du programme pilote. Il en est l'organisateur principal et coordonne la formation avec les parties prenantes externes, telles que les gouvernements étrangers parrainant les formations pour les pays africains.

Luke Nandasava précise que, à la mi-juillet 2016, le SCI a été offert quatre fois au cours de l'année et a été suivi au total par 105 participants. Le cours de planification a été offert une fois pour 25 participants, et un autre a été programmé pour le mois d'août avec 40 participants. Luke Nandasava a indiqué que d'autres modules étaient prévus dans le courant de l'année et que l'objectif était d'offrir l'ensemble des six cours au moins une fois avant la fin 2016.

## UN PROGRAMME D'ÉTUDES ADAPTABLE

Les six cours du programme sont destinés à un vaste public de responsables militaires et civils.

L'un de ses points forts, explique Luke Nandasava, est que les cours

Des pompiers pulvérisent de l'eau sur des flammes dans l'aéroport international Jomo Kenyatta, à Nairobi, au Kenya, en août 2013. Les incendies sont parmi les catastrophes les plus répandues en Afrique de l'Est

individuels peuvent être adaptés pour correspondre davantage à des besoins plus spécialisés. Par exemple, en mai 2016, Luke Nandasava a présenté le module du centre des opérations d'urgence au ministère du Tourisme du Kenya, l'adaptant pour répondre aux besoins du ministère.

Les cours peuvent également être assurés à un niveau local, plus restreint. En juillet 2016, Luke Nandasava a dirigé un cours parrainé par les Japonais et intitulé « Renforcer la stabilisation et la résilience au sein des communautés affectées par les conflits et les catastrophes » dans les comtés kényans de Garissa, Kilifi, Kwale et Tana River. Il a incorporé dans le cours le SCI et la planification de la préparation aux catastrophes afin d'aider les participants à renforcer leurs capacités au niveau du comté. Finalement, il aidera les comtés à développer des exercices destinés à valider leurs plans.

« Ainsi, je n'utilise actuellement que les principes qui nous ont été enseignés dans ces six cours de manière à ce que je puisse les adapter pour correspondre à la situation et… au scénario en présence duquel je me trouve avec les comtés auxquels j'ai affaire », a déclaré Luke Nandasava.

Ces quatre comtés se trouvent tous dans le Kenya oriental, et Garissa est limitrophe de la Somalie.

Le cours traite des catastrophes qui découlent d'incidents terroristes et du grand nombre de victimes occasionnées dans la région. C'est au Garissa University College qu'a eu lieu l'épouvantable attaque terroriste perpétrée par al-Shebab en avril 2015, qui a fait près de 150 victimes et 79 blessés, pour la plupart étudiants.

Il est probable que la formation ne se limitera pas à l'Afrique de l'Est. Des représentants du Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC) à Accra ont rencontré les dirigeants de l'IPSTC et se sont montrés intéressés par la perspective d'offrir le programme en Afrique de l'Ouest.

## SÉCURITÉ RÉGIONALE, AUTORITÉ CIVILE

Des initiatives telles que celle que le gouvernement japonais a financée aideront le Kenya à renforcer sa sécurité nationale en faisant mieux connaître les principes d'une réponse efficace aux catastrophes au niveau local. La sécurité des villes et des comtés contribue à la sécurité des nations. Et des nations en sécurité contribuent à renforcer la sécurité régionale, ce qui est un objectif important du programme.

Chaque nation dispose de ses propres capacités et façons de conduire ses affaires. Avec cette formation, toutefois, les meilleures pratiques standardisées peuvent être reproduites dans les pays de toute la région et faciliter la coopération des voisins régionaux si un incident particulier l'exige.

*« Toutefois, de nos jours, lorsqu'un incident survient, nous savons qu'il y aura une organisation spécifique qui prendra les rênes, et que toutes les autres organisations qui répondront à cette catastrophe pourront se placer sous l'autorité de cette personne ».*

—Le commandant Luke Nandasava des Forces de défense du Kenya

REUTERS

AFP/GETTY IMAGES

REUTERS

**À gauche : la police ordonne l'évacuation d'un immeuble à appartements destiné à la démolition à Huruma, un quartier de Nairobi, le 6 mai 2016, après l'effondrement d'un bâtiment à proximité ayant fait 49 victimes.**

**Ci-dessus : un soldat ougandais servant dans la Mission de l'Union africaine en Somalie garde le site où un avion-cargo Airbus A300-200F de la compagnie aérienne égyptienne Tristar Air s'est écrasé à la périphérie de Mogadiscio en octobre 2015.**

Luke Nandasava explique que si une catastrophe impliquait le Kenya et l'Ouganda, par exemple, il pourrait y avoir « un centre de commandement unifié à proximité de l'emplacement de l'incident, mais nous disposons d'un responsable kényan de la gestion des incidents et d'un autre responsable ougandais de la gestion des incidents, qui peuvent travailler ensemble, se mettre d'accord sur les objectifs qu'ils doivent atteindre et sur la voie à suivre ».

« Aussi, la manière dont ils vont mobiliser les ressources de différents pays suivra les procédures opérationnelles standard de leurs pays respectifs, mais ils peuvent être en mesure de se mobiliser et de coordonner leurs actions ensemble », fait-il valoir.

Une autre composante d'une gestion efficace des catastrophes, que les cours renforcent, est l'importance de la prévalence de l'autorité civile sur l'armée dans les réponses aux catastrophes. De telles questions peuvent représenter un défi au Kenya, observe Nandasava. Le SCI rassemble tous les intervenants — policiers, militaires et civils — et les laisse examiner et comprendre les responsabilités de chacun. Le Kenya dispose également d'un « protocole pour les incidents entraînant des pertes massives », qui stipule quel organisme doit prendre la tête des opérations lorsqu'une catastrophe frappe.

Au Kenya, si un incident exige une opération de recherche et de sauvetage, la Croix Rouge s'en charge, précise Luke Nandasava. Un responsable de la Croix Rouge confiera à la police et à l'armée la conduite des opérations. Ceci va à l'encontre de la tendance de l'armée à prendre les commandes.

« Par ailleurs, des enseignements ont été tirés de l'incident qu'a constitué l'attaque terroriste au Westgate, à Nairobi, où nous avons eu beaucoup de problèmes du point de vue de la coordination des organismes de sécurité», regrette Luke Nandasava. « Toutefois, de nos jours, lorsqu'un incident survient, nous savons qu'il y aura une organisation spécifique qui prendra les rênes, et que toutes les autres organisations qui répondront à cette catastrophe pourront se placer sous l'autorité de cette personne ».

Luke Nandasava affirme qu'à l'avenir, la diffusion des principes et pratiques des cours au niveau des communautés sera indispensable pour combler les lacunes constatées dans les capacités de gestion des catastrophes.

« Nous nous efforçons de faire mieux comprendre aux populations qu'il n'est pas toujours nécessaire de s'en remettre à l'armée pour qu'elle apporte des solutions », ajoute-t-il. « L'armée ne vient qu'à titre d'appui matériel dans la gestion d'une catastrophe, mais ce sont en réalité les composantes civile et policière qui sont responsables de la réponse à la catastrophe ». ❑

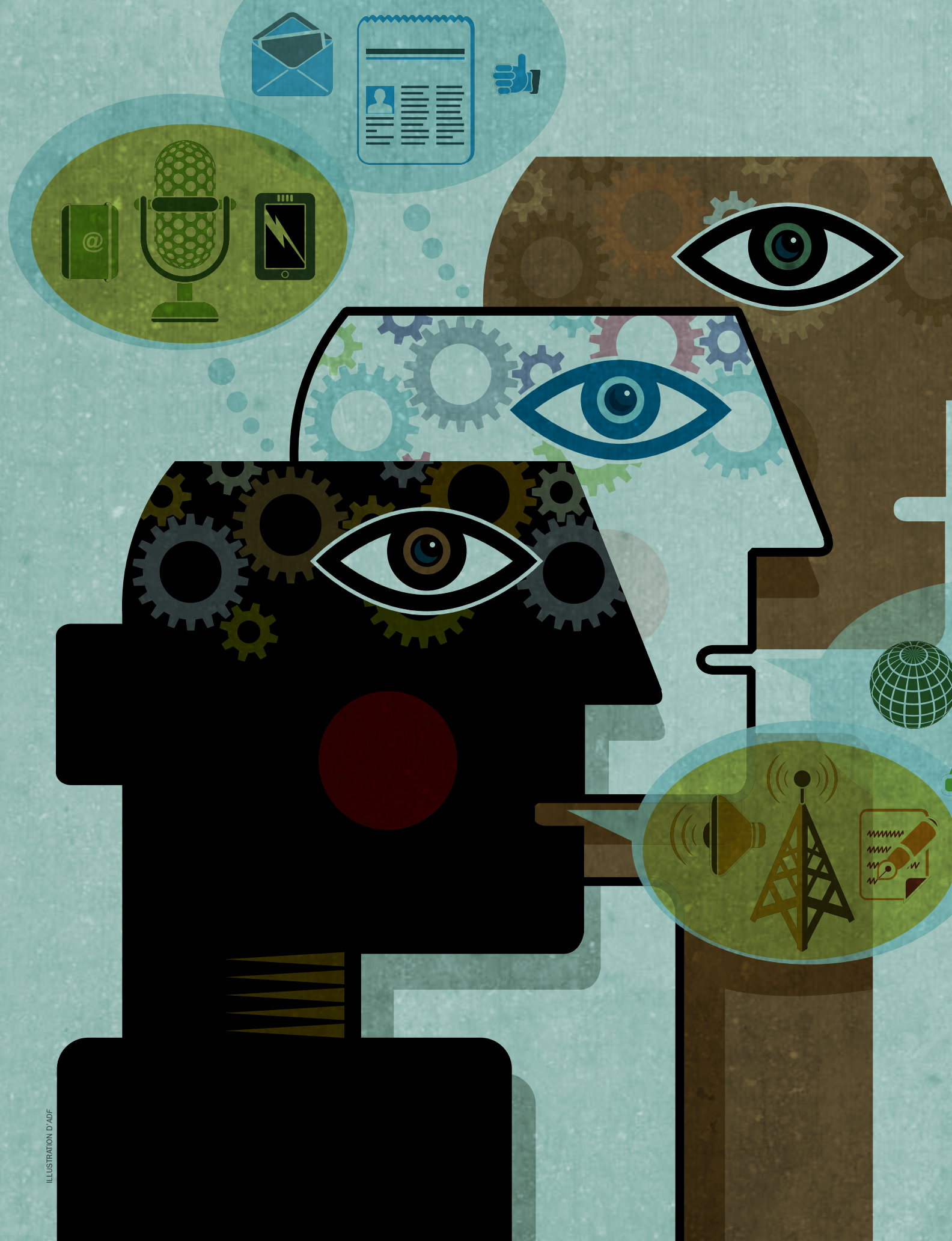


ILLUSTRATION D'ADF

# CRISE DE CONFIANCE ENTRE L'ARMÉE ET LES MÉDIAS

## Les professionnels de la sécurité doivent être plus proactifs envers les reporters, surtout quand les nouvelles sont mauvaises

PERSONNEL D'*ADF*

La relation entre l'armée et les médias n'est pas toujours facile, mais, dans certaines parties de l'Afrique, elle semble particulièrement tendue.

Selon Bizeck Phiri, professeur à l'université de Zambie, le cheminement des pays africains vers l'indépendance, au 20e siècle, et les malheurs qu'ils ont connus après leur indépendance sont en partie responsables des problèmes de communication.

« Dans les années 1960, lorsque la plupart des pays africains ont obtenu leur indépendance de leur colonisateur, le public faisait confiance aux leaders politiques et aux dépositaires de l'autorité », a-t-il déclaré aux chefs militaires, lors de la Conférence africaine des commandants, en Zambie, en 2015. « Les citoyens acceptaient leur parole – écrite ou non. Toutefois, au début des années 1970, la confiance a commencé à faire place à une méfiance envers les autorités, et l'acceptation sans réserve a été rapidement remplacée par un scepticisme critique ».

Bizeck Phiri estime que les technologies de communication modernes ont joué un rôle dans cette montée de la méfiance.

« Dans le monde aujourd'hui, les nouvelles circulent vite. La radio et la télévision jouent un rôle encore plus important dans la définition de la perception du public. Les nouvelles se propagent très vite et, par conséquent, les gens ne souhaitent pas voir une propagande unilatérale, quelle qu'en soit la source – gouvernement, partis politiques ou les médias eux-mêmes ».

Le général de division nigérian à la retraite, A.C. Olukolade, a affirmé que les armées africaines méritaient une meilleure réputation que celle qu'elles ont eu ces dernières années. Les commandants militaires devraient être impatients de raconter leurs histoires.

« Les opérations militaires en Afrique ont largement été des opérations de sauvetage », a-t-il déclaré. « Cette tendance se situe dans le prolongement du fait que les autorités militaires ont été les premières à maintenir l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale des États-nations en Afrique. Si l'on considère la nature et l'occurrence des coups d'État qui ont jalonné l'histoire de l'Afrique, on peut dire aujourd'hui que l'armée a largement sauvé la situation ».

Bizeck Phiri et d'autres estiment que certaines armées doivent repenser leur responsabilité de tenir le public informé sur ce qu'ils font. Dans une publication sur la nécessité pour les armées de donner des interviews utiles, le général de brigade américain à la retraite, James Schwenk, a regretté que certains responsables des affaires publiques considèrent leur fonction de manière trop étroite. Ils se contentent de ne diffuser que certaines informations sur « les exercices, les achats de matériel, les promotions et d'autres bonnes nouvelles du même genre ».

La véritable obligation des armées, a précisé James Schwenk, « consiste aussi à annoncer les mauvaises nouvelles qui sont aussi inhérentes à l'armée, telles que les accidents d'entraînement, d'autres catastrophes et les comportements criminels ». Selon lui, l'armée est aussi tenue de rectifier les faits lorsque des informations fallacieuses ou erronées sont rapportées par les médias.

Les formateurs et les conseillers des armées reconnaissent volontiers que certaines informations ne doivent pas être divulguées, comme les affaires de renseignement, les informations confidentielles et la position des troupes en temps de conflit. Tout ce qui peut compromettre la sécurité militaire, les sources de renseignement et le pays doit demeurer confidentiel. Mais selon ces conseillers, les armées du monde entier placent beaucoup trop d'informations dans la catégorie « confidentielle ».

Paul Manson, ancien directeur du ministère canadien de la Défense nationale, a résumé le clivage dans une étude sur les relations avec les médias : « Il y a une tradition de méfiance des médias envers les armées qui, selon eux, restreignaient l'information plus pour se protéger elles-mêmes et leur réputation que pour protéger la sécurité nationale. L'obsession historique des armées pour le secret a fortement

*Suite page 48*

PERSONNEL D'*ADF*

**« Interrompre la transmission d'informations n'empêchera pas les nouvelles de circuler. Ne rien dire aux médias ne fait que les inciter à deviner et, souvent, ils devineront juste ».”**

— Prof. Bizeck Phiri de l'université de Zambie

# CONSEILS D'EXPERTS POUR DONNER DES INTERVIEWS

PERSONNEL D'*ADF*

Les conseillers en communication s'accordent sur les principes de base à respecter lors d'interviews et de conférences de presse. Ils dévoilent ici certaines de leurs astuces :

**Évitez de répondre aux questions par oui ou non :** selon les experts en communication de l'armée américaine, si vous donnez une réponse sommaire, vous perdez l'occasion de faire passer un message positif sur votre organisation militaire. Par exemple :

*Question : « Est-il vrai que l'un de vos officiers a été réprimandé pour harcèlement sexuel ? »*

*Réponse : « L'armée applique une politique de tolérance zéro pour ce genre de conduite, alors nous avons effectivement réprimandé un officier qui a fait des commentaires intolérables envers une collègue. Nous faisons tout notre possible pour que notre personnel travaille dans une atmosphère professionnelle et conviviale ».*

**Soyez toujours préparé :** la spécialiste en marketing et management Joanna Krotz a rappelé que, même si vous êtes un expert, capable de parler de votre domaine de spécialité avec autorité, vous devrez quand même préparer vos commentaires pour les médias. « Au fond, tout est une question de préparation », a-t-elle précisé. « Comment réagirez-vous à des questions difficiles ou hostiles ? Avez-vous une réponse claire, honnête et adéquate à la pire question que vous puissiez imaginer ? ».

**Apprenez à connaître vos contacts au sein des médias :** selon les formateurs en communication, vous devez essayer de briser la glace avec les journalistes en les interrogeant sur leurs antécédents, par exemple où ils ont grandi et quels sujets ils ont couverts. L'objectif est de vous rendre plus sympathique. Les experts en communication de l'armée américaine affirment que l'on doit répondre aux questions et transmettre des messages « avec intérêt, passion et conviction ».

**Ne faites pas de confidences :** il n'y a aucun avantage à donner à un journaliste des informations qu'il n'est pas censé utiliser. Parler à titre confidentiel avec un journaliste n'est pas une option. En d'autres termes, ce que vous dites à titre officieux pourrait bien finir par être publié.

**Surveillez votre langage corporel :** même lors de conférences de presse et réunions positives, des orateurs expérimentés peuvent parfois avoir l'air tendu, mal à l'aise ou donner l'impression qu'ils ne sont pas crédibles. Un spécialiste en relations publiques conseille de faire quelques pas ou de pratiquer quelques exercices avant de donner des interviews. D'autres suggèrent que les responsables des affaires publiques enregistrent des vidéos de simulations d'interviews et de conférences de presse, en étudient les résultats et sollicitent des commentaires.

**Si les choses tournent mal, arrêtez et prenez du recul :** si, lors d'une interview ou d'une conférence de presse, les choses dégénèrent ou prennent une tournure inattendue, demandez une pause, allez aux toilettes ou buvez un peu d'eau. Donnez-vous le temps de remettre de l'ordre dans vos idées et de désamorcer la situation.

**Apprenez comment revenir à votre sujet :** les journalistes posent souvent des questions inattendues ou hors sujet. Si vous connaissez la réponse, soyez simple et rapide et revenez à votre message.

**Sachez dire « je ne sais pas » :** les conseillers et les formateurs estiment souvent que dire « je ne sais pas » donne l'impression de ne pas être fiable ni professionnel. Mais, dans tous les domaines de la vie, y compris celle d'un porte-parole de l'armée, il vaut mieux faire preuve d'ignorance plutôt que d'improviser quelque chose qui sera peut-être faux ou qui vous ridiculisera. Dites « je ne sais pas », puis ajoutez « mais je vais vérifier et vous donner une réponse appropriée ».

**Tirez des enseignements de l'expérience :** assurez-vous, à l'issue d'une conférence ou d'une interview, de suivre les résultats. Selon Joanna Krotz, vos collègues devraient pouvoir vous dire honnêtement si vous avez bien fait passer le message.

**Un instructeur sénégalais informe le public, lors du Sommet des forces terrestres africaines à Dakar, au Sénégal, en 2015.**
SPC. CRAIG PHILBRICK/ ARMÉE AMÉRICAINE

*Suite de la page 46*

alimenté la suspicion tenace qui caractérise les relations aujourd'hui ».

Les médias partagent la responsabilité de ces relations tendues, en raison de la manière dont l'information est collectée. Plus que jamais, les journalistes sont confrontés à la pression constante des dates limite et de la concurrence. Dans leur empressement à produire des articles, ils ont tendance à trop schématiser les problèmes complexes. Et comme pratiquement tous les organes de presse sont motivés par le profit, ils vont se précipiter sur tout ce qui se vendra bien, y compris les nouvelles choquantes et salaces. Vus sous cet angle, les médias ne sont pas différents de toute autre entreprise.

Lorsqu'elle était lieutenant-colonel dans les forces armées canadiennes, Josée-Ann Paradis a écrit sur le choc culturel entre l'armée et les médias. Elle a commencé son exposé par une citation tirée d'une étude de 1954, qui constatait qu' « il y a peu de professions plus portées à une méfiance mutuelle que les journalistes et les soldats ». Selon Josée-Ann Paradis, la tension provenait de « la question difficile de savoir quelle quantité d'informations pouvait et devait être donnée aux journalistes ». Mais elle a aussi observé que les journalistes et les soldats ont plus en commun qu'ils ne le pensent.

« Les deux professions sont hautement structurées et uniques, elles possèdent un code de déontologie distinct et dépendent du travail d'équipe pour fonctionner. Le personnel des salles de presse et des salles d'opération se compose de professionnels dévoués, s'efforçant de prendre des décisions cruciales sur la base d'informations limitées ; ils sont soumis à d'énormes pressions alors qu'ils doivent prendre des décisions en un temps record. Les deux institutions partagent un objectif commun – maintenir une société libre, ouverte et démocratique pour les citoyens du pays qu'ils servent ».

Bizeck Phiri a déclaré à *ADF* que les médias et l'armée avaient des traits communs. Mais, a-t-il précisé, l'armée ne peut jamais être indépendante du gouvernement, alors que dans un monde parfait, les médias doivent être entièrement libres de toute pression des pouvoirs publics.

## ANNONCER LES MAUVAISES NOUVELLES

Un aspect particulier, sur lequel insistent Bizeck Phiri et d'autres, est la nécessité pour les armées, et d'ailleurs pour toutes les organisations, de divulguer immédiatement et entièrement les informations en temps de crise.

# L'ACCÈS RAPIDE AUX INFORMATIONS EST VITAL

PERSONNEL D'*ADF*

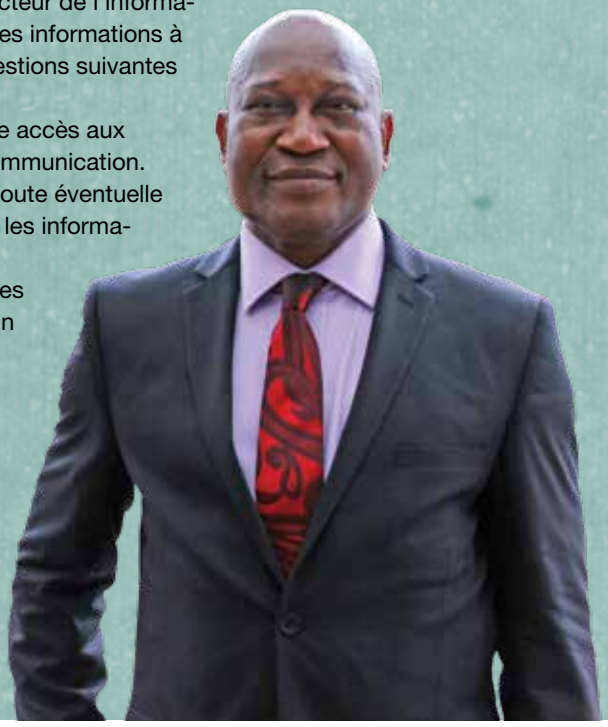
Le général de division à la retraite A.C. Olukolade a servi comme directeur de l'information de la Défense du Nigeria, de 2013 à 2015. Il a parlé du partage des informations à la Conférence africaine des commandants, en 2015. Il a fait les suggestions suivantes pour améliorer les relations entre l'armée et les médias.

**Fournissez l'accès aux informations :** donner aux médias le libre accès aux informations pertinentes est la clé du succès de toute stratégie de communication. L'armée ne doit pas tarder à fournir ces informations et doit éliminer toute éventuelle bureaucratie qui y ferait obstacle. Si l'armée ne parvient pas à fournir les informations à temps, la rumeur se répandra.

**Formez les gens qui parlent pour vous :** former les hommes et les femmes chargés des relations avec les médias, leur permet de faire un travail optimal, en toute confiance et de traiter les professionnels des médias comme des collègues. L'objectif est de créer un climat de confiance mutuelle.

**Formez les personnes qui écrivent sur vous :** des briefings réguliers avec les médias sont un aspect essentiel de toute opération militaire. Il devrait y avoir une personne ou un groupe, auquel les médias peuvent s'adresser, servant de pôle d'information.

**Soyez patient :** les personnes qui parlent en votre nom ne doivent jamais perdre patience. Si l'agressivité et l'impatience peuvent être payantes à court terme, elles sont aussi un facteur d'érosion de la confiance et du respect mutuel.



« La meilleure attitude à adopter, lorsque des scandales éclatent, c'est de faire face à la situation et de faire rapidement la lumière sur les faits, parce que les titres sont toujours plus gros si la presse pense que l'on a essayé d'étouffer l'affaire », a observé Bizeck Phiri. « Alors que la vitesse des communications modernes permet de transmettre au grand public des images de télévision par satellite d'une zone d'opérations militaires plus vite que sur un réseau de communication militaire, il est important que l'armée elle-même réagisse rapidement. Il est toujours crucial, en situation de crise, de divulguer le maximum d'informations dans un minimum de temps. L'expérience démontre qu'il vaut mieux annoncer les mauvaises nouvelles le plus tôt possible ».

Comme le soulignent les spécialistes, essayer d'étouffer une affaire gênante conduira les médias à spéculer. « Interrompre la transmission d'informations n'empêchera pas les nouvelles de circuler », a déclaré Bizeck Phiri. « Ne rien dire aux médias ne fait que les inciter à deviner et, souvent, ils devineront juste. Toutefois, il ne faut pas que le produit final soit déformé, inexact ou sorti de son contexte ».

Avant d'annoncer de bonnes ou de mauvaises nouvelles, les armées doivent éduquer les médias. Bizeck Phiri a rappelé combien il est important que l'armée aide les médias à « informer le public sur la conduite d'opérations militaires et sur la vie militaire en général ». S'il faut attendre qu'une crise ou une urgence se déclenche pour établir une relation avec les médias, il sera trop tard.

« Je pense à des journées portes ouvertes et à des exercices auxquels les médias sont invités et participent à des visites guidées et des réunions d'information », a précisé Bizeck Phiri.

Dans sa présentation aux commandants, le général Olukolade a averti qu'avec l'avènement des smartphones et des réseaux sociaux, il n'y a jamais eu une époque dans l'histoire humaine où l'information se soit répandue aussi vite. Les armées doivent adopter ces nouvelles technologies et cette culture de transparence accrue, sous peine d'être laissées pour compte.

« Dans un temps assez court, tout type de message – que ce soit un texte, un message vocal, des photographies, des œuvres d'art ou des vidéos – peut-être diffusé à travers tout un pays par des moyens qu'aucune autorité ne peut aujourd'hui réguler ni contrôler. Il revient donc au public, aux gouvernements et à la hiérarchie militaire de composer rapidement avec les avancées rapides dans le domaine de l'information et de la communication ». ❑

# EN LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU BURKINA FASO

## Cette nation ouest-africaine cherche à élaborer une stratégie exhaustive contre le terrorisme

**Chef de Bataillon Didier Bamouni**

Des soldats enquêtent sur le site d'une attaque terroriste perpétrée à l'Hôtel Splendid à Ouagadougou, au Burkina Faso, en janvier 2016. Les terroristes d'al-Qaida ont occupé l'hôtel de luxe et ont pris des otages. THE ASSOCIATED PRESS

*Le Chef de Bataillon Didier Bamouni est un officier de l'armée du Burkina Faso. Il a occupé des postes de commandement et de formation, y compris celui de chef des opérations d'une force opérationnelle de lutte contre le terrorisme. Il est titulaire d'un diplôme de troisième cycle d'études de défense et de conflits et prépare une maîtrise de science et d'économie du changement climatique. Il est diplômé du programme d'études du terrorisme et de la sécurité du Centre européen d'études de sécurité George C. Marshall.*

Le terrorisme et l'extrémisme violent ont surgi en Afrique de l'Ouest après la crise ayant frappé le Mali en 2012. Parmi les pays sahéliens tels que le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, le Burkina Faso est resté relativement épargné par le terrorisme jusqu'à une date récente, ce qui pourrait être attribué à la perception de son rôle de médiateur au Mali.

Depuis 2015, des groupes terroristes tels qu'al-Mourabitoun et le Front de libération du Macina au nord du Mali ont commencé à cibler le Burkina Faso. La plus grave attaque s'est produite dans la capitale Ouagadougou le 15 janvier 2016, lorsque des hommes armés liés à al-Qaida ont pris d'assaut l'Hôtel Splendid et un restaurant des environs, faisant 30 victimes. Les experts sont convaincus qu'il y aura davantage d'attaques terroristes. En conséquence, le Burkina Faso doit de toute urgence mettre en oeuvre une stratégie exhaustive de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, dont l'exécution devra être confiée à un organisme conjoint de lutte contre le terrorisme.

Chef de Bataillon Didier Bamouni

Le Burkina Faso utilise déjà diverses approches cinétiques et non cinétiques pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme violent, employant des instruments de la puissance publique et des outils propres à la société. Cependant, ces approches ne font pas encore partie d'une stratégie exhaustive.

## L'EXTRÉMISME VIOLENT AU BURKINA FASO

Le terrorisme et l'extrémisme sont des défis à la sécurité d'apparition récente au Burkina Faso, que ce pays doit relever. En novembre 2014, le pays a connu un soulèvement populaire aboutissant à la destitution du président Blaise Compaoré. À ce moment-là, il était également le médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la crise malienne. Le Burkina Faso a ensuite été dirigé par un gouvernement de transition qui n'a pas joué de rôle significatif dans le règlement politique de la crise malienne.

Les manifestations du terrorisme au Burkina Faso ont revêtu trois dimensions. Premièrement, le nombre d'actes terroristes violents a augmenté au nord du Mali, un développement qui affecte désormais la sécurité du Burkina Faso. En avril 2015, des terroristes ont enlevé un travailleur d'une entreprise roumaine d'extraction minière dans le nord du pays et ont tué un agent de la sécurité qui tentait d'intervenir. En août et octobre 2015, des extrémistes ont attaqué des avant-postes de sécurité à Oursi, dans le nord du Burkina Faso, et à Samorogouan, à l'ouest. En janvier 2016, des terroristes ont pris d'assaut un restaurant et un hôtel à Ouagadougou. En mai 2016, des terroristes ont attaqué des avant-postes de sécurité à Koutougou et à Intangom, dans le nord. Le groupe al-Mourabitoun de Mokhtar Belmokhtar et le Front de libération du Macina d'Amadoun Kouffa — tous deux affiliés à al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) — sont suspectés d'avoir perpétré ces attaques.

Deuxièmement, des points chauds de la radicalisation sont apparus à Ouagadougou, à Bobo Dioulasso et dans le nord du pays. Les chercheurs, les praticiens de la sécurité et les groupes de la société civile ont tous reconnu ces problèmes et les facteurs déterminants prévalant au Burkina Faso. Cette radicalisation est islamiste et voit le jour dans les mosquées urbaines et dans les campagnes. On signale également le prêche d'opinions extrémistes dans des zones rurales du sud et de l'est du pays. Il convient de prendre cette menace au sérieux, compte tenu du fait que 60,5 pour cent de la population du Burkina Faso est musulmane.

Troisièmement, bien qu'il n'y ait aucune preuve que des Burkinabè rejoignent des groupes extrémistes en grand nombre, la menace existe. Pour la plupart, il s'agit de jeunes Burkinabè qui ont étudié dans des pays arabes tels que l'Égypte, le Soudan et la Syrie. Ils retournent au Burkina Faso après avoir terminé leurs études, mais ils ne trouvent que peu d'opportunités d'emplois, en partie parce que l'administration publique n'est pas préparée à employer des locuteurs d'arabe puisque la langue officielle est le français. Récemment, certains de ces combattants étrangers ont été

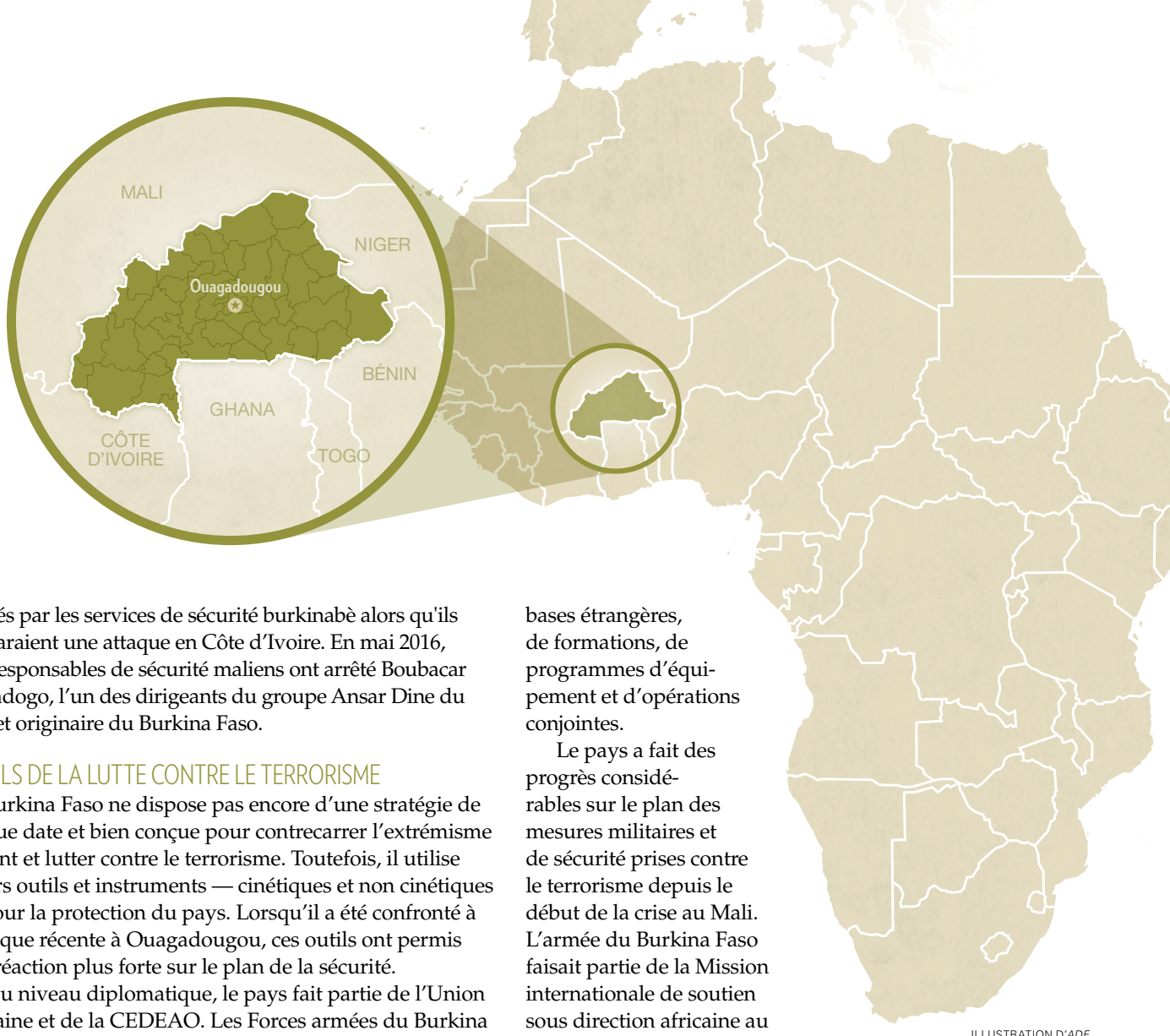



ILLUSTRATION D'*ADF*

arrêtés par les services de sécurité burkinabè alors qu'ils préparaient une attaque en Côte d'Ivoire. En mai 2016, des responsables de sécurité maliens ont arrêté Boubacar Sawadogo, l'un des dirigeants du groupe Ansar Dine du Sud et originaire du Burkina Faso.

## OUTILS DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le Burkina Faso ne dispose pas encore d'une stratégie de longue date et bien conçue pour contrecarrer l'extrémisme violent et lutter contre le terrorisme. Toutefois, il utilise divers outils et instruments — cinétiques et non cinétiques — pour la protection du pays. Lorsqu'il a été confronté à l'attaque récente à Ouagadougou, ces outils ont permis une réaction plus forte sur le plan de la sécurité.

Au niveau diplomatique, le pays fait partie de l'Union africaine et de la CEDEAO. Les Forces armées du Burkina Faso font partie de la Force en attente de la CEDEAO, et des exercices multilatéraux ont été organisés à ce titre. Par ailleurs, la coopération sur le plan militaire et de la sécurité avec les pays voisins est fondamentale et est spécifiquement mentionnée dans la politique de défense du Burkina Faso. Par conséquent, le pays a d'excellentes relations de coopération sur le plan militaire et de la sécurité avec les pays voisins au niveau stratégique et au niveau local.

Cette solide coopération en matière de sécurité a été démontrée lors de l'enquête sur les attaques terroristes perpétrées à Ouagadougou, à Bamako, au Mali et à Abidjan, en Côte d'Ivoire, grâce à d'efficaces échanges de renseignements qui ont abouti à l'arrestation de suspects dans les trois pays. La création du Groupe de cinq pays du Sahel, un regroupement politique de pays sahéliens comprenant le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, ne fera que renforcer cette coopération. Cette initiative a permis l'amélioration de l'échange d'informations et la mise en place d'opérations frontalières conjointes. En outre, le Burkina Faso a renforcé sa coopération sur le plan militaire et de la sécurité avec des partenaires stratégiques tels que la France, Taïwan et les États-Unis. Cette coopération prend la forme de nouvelles bases étrangères, de formations, de programmes d'équipement et d'opérations conjointes.

Le pays a fait des progrès considérables sur le plan des mesures militaires et de sécurité prises contre le terrorisme depuis le début de la crise au Mali. L'armée du Burkina Faso faisait partie de la Mission internationale de soutien sous direction africaine au Mali, qui avait pour objectif de mettre un coup d'arrêt aux activités des groupes armés terroristes, criminels et insurgés et d'empêcher la dissémination de ces groupes vers les pays du sud. Actuellement, le Burkina Faso est le plus important contributeur de troupes au Mali, avec 1.742 soldats déployés, hormis les 140 policiers de la nouvelle unité déployée en juin 2016 à Gao. Par ailleurs, le Burkina Faso a déployé une force opérationnelle de lutte contre le terrorisme dans la région nord du pays, réussissant à contrecarrer une action offensive lancée contre le pays et contribuant à prendre en charge un nombre considérable de réfugiés — 33.000 étant soudainement arrivés après avoir fui le Mali. Avec l'appui des partenaires stratégiques, le Burkina Faso a mis en place plusieurs unités spéciales au sein de l'armée, de la gendarmerie et de la police. Elles ont amélioré leurs compétences en matière de sauvetage d'otages, de neutralisation des explosifs et d'enquêtes policières. Les contrôles policiers ont aussi été accrus dans les villes et sur les routes. Dans le cadre de la police de proximité, des initiatives locales de sécurité ont vu le jour, y compris avec la mise en place de groupes de vigilance locaux. Ces groupes, dont les membres ont des âges

Les forces spéciales de police du Burkina Faso effectuent des opérations de recherche après que des éléments armés liés à al-Qaida ont attaqué l'Hôtel Splendid en janvier 2016 à Ouagadougou.
AFP/GETTY IMAGES

divers, ont contribué à avertir à temps les forces de sécurité.

Des réseaux de renseignement protègent efficacement le pays. Le fonctionnement de ces réseaux d'information a aidé les alliés à secourir des otages et à empêcher des actions terroristes. La libération du diplomate canadien Robert Fowler en 2008 et de la missionnaire suisse Beatrice Stockly en 2012 en sont des exemples. Le réseau de renseignement a de nouveau fait la preuve de son efficacité en 2014 sur le site où s'est écrasé un avion de ligne algérien dans le nord du Mali. La structure nationale du renseignement consiste en différents services au sein de l'armée, de la gendarmerie et de la police. Par ailleurs, le Burkina Faso a créé la Coordination du Renseignement Intérieur (CRI) en 2011 avec l'objectif de fusionner le renseignement intérieur, afin de permettre au ministère de la Sécurité d'être plus efficace. Le bureau du chef de l'État dirigeait le renseignement extérieur. La structure entière du renseignement était étroitement supervisée par le bureau de la présidence. Toutefois, l'instabilité politique au Burkina Faso, qui a entraîné le départ du président Compaoré, a eu une influence négative sur cette structure. Pour combler les lacunes et centraliser les cellules de renseignement, une Agence nationale du renseignement (ANR) a été récemment créée.

Sur le plan législatif et judiciaire, les responsables ont actualisé en décembre 2015 la loi antiterroriste de 2009 pour tenir compte des menaces croissantes. La nouvelle loi a élargi la définition des actes terroristes pour y inclure certains actes criminels dont l'objet est d'influencer le gouvernement et de répandre la peur au sein de la population, les actes commis en préparation d'une attaque terroriste, ainsi que les activités qui soutiennent le terrorisme. Parmi les autres modifications apportées à la loi figurent la prolongation des périodes de détention, l'utilisation de techniques d'enquête spéciales telles que la surveillance, ainsi que l'élimination des restrictions temporelles aux opérations de recherche impliquant des actes de terrorisme. Les responsables ont créé un tribunal spécial antiterroriste à Ouagadougou, mais il doit être rendu opérationnel. Dans le cadre de ce processus, des représentants du système judiciaire se sont rencontrés en mai 2016 pour mettre en place des juridictions spéciales antiterroristes.

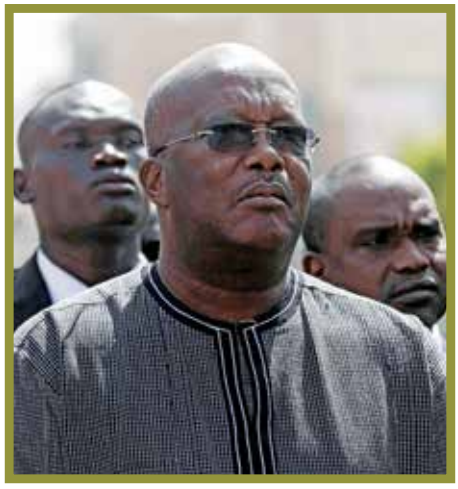
L'économie joue un rôle vital pour contrecarrer l'extrémisme violent. Les dirigeants du pays ont exprimé leur volonté d'œuvrer à une distribution plus équitable de la richesse par le biais de programmes de développement. Une initiative notable à cet égard est le développement annuel d'un programme d'infrastructure qui coïncide avec la célébration annuelle du Jour de l'indépendance le 11 décembre. Ce programme, démarré en 2008, consiste en la reconnaissance des besoins des communautés locales par le gouvernement. Par exemple, le gouvernement prendra soin de consulter la population locale et de mettre en œuvre un nouveau projet de développement visant à réaliser les objectifs des communautés. Cette initiative a permis au gouvernement de développer des villes reculées et, ce faisant, d'atténuer les griefs des populations locales. En 2016, six villes avaient bénéficié de cette initiative. Parmi les autres projets de développement figurent l'emploi des jeunes, la production agricole et l'autonomisation des femmes.

L'histoire sociale du pays joue le rôle le plus important pour contrer l'extrémisme violent, et ce facteur doit être reconnu et renforcé. Le Burkina Faso connaît un environnement social pacifique basé sur la cohésion sociale et le dialogue. Les Burkinabè ne s'identifient pas eux-mêmes à travers la religion, la race ou la couleur, mais plutôt par l'appartenance ethnique. Heureusement, de nombreux outils de règlement des conflits existent entre les groupes ethniques. À titre d'exemple, deux de ces outils sont la culture de la plaisanterie et le rôle prédominant que jouent les notables. Cette culture de la plaisanterie permet à deux individus ou groupes de se livrer à des interactions verbales ou physiques inhabituellement

libres. La pratique de la plaisanterie favorise l'atténuation des tensions ethniques. On respecte les notables, des personnes connues pour leur sagesse et exerçant traditionnellement une influence significative au sein de la société. Ces deux outils peuvent être utilisés pour renforcer la cohésion nationale. L'éducation doit être modernisée afin de renforcer l'identité nationale des « hommes intègres » et de revenir à la signification qu'elle avait pendant la période révolutionnaire des années 1980. Le Burkina Faso signifie en fait « le pays des hommes intègres ».

## L'AVENIR

Le Burkina Faso a des frontières communes avec six nations, ce qui fait que la coopération est un facteur crucial pour sa survie et pour lutter contre le terrorisme. La coopération militaire et sur le plan de la sécurité existe déjà, mais chacun de ces volets doit être renforcé. En réalité, l'initiative du Groupe de cinq pays du Sahel peut être étendue à d'autres pays voisins, dont le Sénégal et le Nigeria — cette entité étant globalement la première ligne de défense contre la dissémination du terrorisme du nord au sud. Les responsables ont réalisé des améliorations significatives sur le plan militaire et sur celui de la sécurité depuis le commencement de cette initiative. Le Burkina Faso est plus susceptible de planifier et de diriger des opérations conjointes dans des domaines d'intérêt et de partager les informations avec d'autres pays du G5. À cet égard, le pays a développé des réseaux de communication ou a réactivé d'anciens réseaux au niveau stratégique et tactique. Des réunions de coordination trimestrielles et des réunions des responsables de la défense sont organisées à tour de rôle dans les capitales de ces pays. Il est particulièrement notable que les armées des pays du G5 s'entraînent désormais avec leurs homologues d'autres pays, renforçant de la sorte l'interopérabilité et la confiance. On ne saurait sous-estimer la contribution de partenaires stratégiques, laquelle doit être renforcée.



**Roch Marc Christian Kaboré, président du Burkina Faso, visite l'Hôtel Splendid de Ouagadougou après l'attaque.** THE ASSOCIATED PRESS

Les programmes éducatifs doivent inclure des programmes de sensibilisation à l'extrémisme violent et doivent renforcer un sens des valeurs humaines et des valeurs burkinabè, telles que la droiture, la lutte contre la corruption, l'assiduité au travail et la tolérance. Ils doivent également promouvoir l'histoire et la culture burkinabè. C'est dans cet esprit que le président de l'Assemblée nationale burkinabè, le Dr Salifou Diallo, a inauguré la conférence internationale sur la prévention de l'extrémisme violent organisée par l'Organisation de la jeunesse musulmane en Afrique de l'Ouest (OJEMAO) à Ouagadougou du 16 au 18 août 2016. Il a observé que l'éducation était une solution clé à l'extrémisme violent. Le travail effectué auprès des familles, en particulier avec les mères, s'est avéré efficace dans beaucoup d'endroits et il convient d'adopter cette pratique au Burkina Faso. Cela renforce les relations familiales et développe un sens de responsabilité commune. Pour résumer, les mères doivent prendre conscience de leur rôle dans l'édification d'une meilleure société où l'extrémisme ne peut pas prendre racine. Le département de la promotion des femmes est idéal pour diriger un tel projet. Les projets de développement doivent être renforcés. L'initiative déjà existante de célébrer le Jour de l'indépendance avec des programmes de développement doit être étendue aux localités reculées après avoir été mise en œuvre dans les 13 capitales régionales.

Lutter contre le terrorisme et contrecarrer l'extrémisme violent au Burkina Faso exige davantage que la coopération et une forte cohésion sociale. Cet effort nécessite un but unifié et un plan d'action exhaustif. En tirant parti des réformes en cours dans les secteurs de la sécurité et de la défense, une approche exhaustive pour lutter contre le terrorisme et contrecarrer l'extrémisme violent peut être consolidée. Cette stratégie doit inclure un organisme conjoint de lutte contre le terrorisme, aux côtés de parties prenantes allant des praticiens de la sécurité aux avocats, en passant par les organisations de la société civile et les dirigeants religieux et traditionnels. Cette institution aidera à impliquer les organismes gouvernementaux et la population dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Elle signalera à la population l'importance de ce combat et donnera aux citoyens l'assurance que le gouvernement prend des mesures. Cette stratégie doit être rendue publique afin que tout le monde soit inclus.

Bien que le Burkina Faso ne dispose pas encore d'une stratégie exhaustive et bien établie pour lutter contre le terrorisme et contrecarrer l'extrémisme violent, il a cependant recours à divers instruments qui se sont avérés efficaces. Toutefois, certains domaines nécessitent une attention soutenue. L'importance de la coopération est primordiale, car le terrorisme ne connaît pas de frontières. Les programmes de développement doivent être élargis, en mettant davantage l'accent sur la jeunesse du pays, qui constitue plus de la moitié de la population. Pour parvenir à la sécurité à long terme, il est nécessaire d'encourager la résilience à travers le renforcement de la cohésion sociale et de l'identité nationale burkinabè. Il est difficile, voire impossible, d'atteindre cet objectif sans une stratégie exhaustive dirigée par un organisme conjoint de lutte contre le terrorisme. ❑

REUTERS

# Le polo peut-il devenir populaire en Afrique ?

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le Nigeria a accueilli le deuxième tournoi annuel de polo de Keffi en mai 2016, avec la participation de 16 équipes. Ce que l'on appelle le sport des rois, considéré par certains comme une activité ayant des règles compliquées et uniquement accessible aux gens fortunés, n'a pas encore de nombreux adeptes au Nigeria.

Néanmoins, environ 3.000 amateurs ont assisté à la 5e « chukka » à l'occasion duquel s'affrontaient le Polo Club de Kaduna et les Kano Titans en demi-finales au Keffi Polo Ranch. La foule s'est enflammée lorsque le joueur argentin Manuel Crespo a marqué pour Kaduna.

Quoi qu'en pensent les gens, affirme Manuel Crespo, le polo n'est pas seulement une affaire de riches.

« Vous devez vous procurer des chevaux, et cela peut revenir très cher, mais les gens qui aiment ce sport peuvent entrer sur ce créneau et commencer à travailler avec eux, à devenir comme un pro », a-t-il expliqué. « En Argentine, nous ne sommes pas des types riches qui jouent au polo. Nous sommes des types un peu âgés qui viennent de familles connaissant le cheval, et c'est pour cela que nous sommes impliqués dans le polo ».

L'arbitre sud-africain Clive Mullman y joue depuis qu'il a 5 ans.

« C'est palpitant de monter sur un cheval », dit-il, « de contrôler un animal aussi imposant, de se déplacer dans différentes directions. S'arrêter et tourner et damer le pion aux autres joueurs. C'est un jeu passionnant. C'est un jeu rempli d'adrénaline ».

Chaque rencontre dure 90 minutes. Les joueurs changent de chevaux à chaque « chukka », soit toutes les sept minutes et demie de temps de jeu. Pour marquer, vous utilisez votre maillet pour frapper la balle et l'envoyer entre les poteaux de but. Les cavaliers se déplacent à des vitesses pouvant aller jusqu'à 65 kilomètres-heure.

« Essentiellement, toutes les règles du polo sont basées sur la sécurité », explique Clive Mullman. « Il s'agit de faire en sorte que les chevaux et les joueurs pratiquent leur sport de manière sûre. Tout est dans la trajectoire de la balle, il ne faut pas que des joueurs se croisent en face l'un de l'autre, afin qu'ils ne se fassent pas écraser, pour décrire les choses brièvement ».

# DE JEUNES DIRIGEANTS HONORÉS
## *pour leur travail sur les droits de l'homme*

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Amnesty International a décerné sa plus haute distinction en matière de droits humains pour 2016 à Angélique Kidjo, musicienne lauréate de plusieurs Grammy Awards, ainsi qu'à trois mouvements de jeunes militants africains pour avoir combattu l'injustice.

Angélique Kidjo, originaire du Bénin, et les groupes Y'en a marre du Sénégal, le Balai Citoyen du Burkina Faso et Lutte pour le Changement (LUCHA) de la République démocratique du Congo ont manifesté un « courage exceptionnel », a estimé Amnesty International.

Ils « ont fait la preuve qu'ils étaient d'ardents défenseurs des droits humains, mettant leur talent au service de la mobilisation », a déclaré Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

Parmi les lauréats précédents du prix Ambassadeur de la conscience figurent le dirigeant sud-africain Nelson Mandela, la responsable politique birmane Aung San Suu Kyi, le groupe de rock U2, l'artiste chinois Ai Weiwei et la chanteuse, auteur-compositeur et interprète américaine Joan Baez.

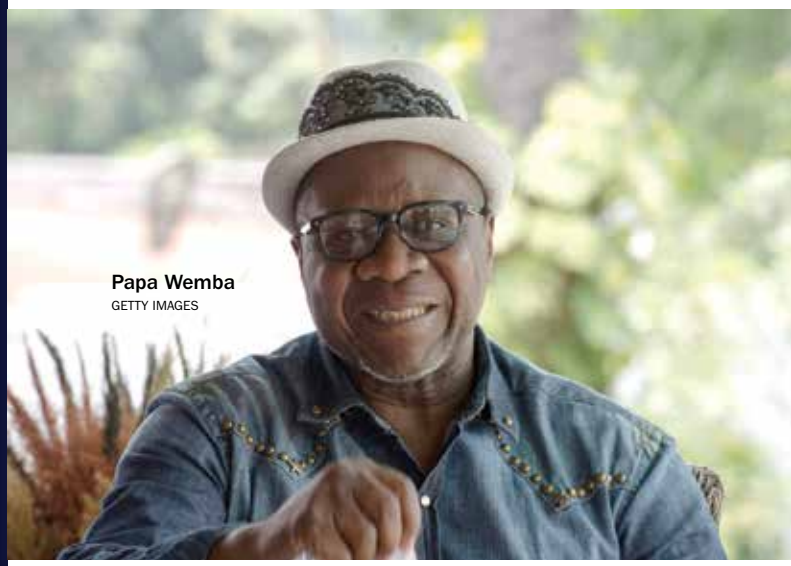
Angélique Kidjo a fui son pays dans les années 1980, après que des pressions furent exercées sur elle par le régime répressif cherchant à la contraindre à se produire contre son gré. Au cours de ses 30 années de carrière et de ses 12 albums, elle s'est révélée une éminente défenseure de la liberté d'expression et de la lutte contre les mutilations génitales féminines.

Y'en a marre est un groupe de rappeurs et de journalistes sénégalais qui ont uni leurs forces en janvier 2011 afin d'encourager les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales et à exercer leur droit à la liberté d'expression. Y'en a marre est demeuré actif depuis l'élection, animant des réunions et exhortant le nouveau gouvernement à lancer les réformes promises, notamment dans le domaine foncier – un enjeu essentiel concernant notamment les pauvres qui vivent en milieu rural.

Le Balai citoyen est un mouvement politique d'initiative locale qui organise des manifestations pacifiques. Il a été fondé en 2013 par deux musiciens, le chanteur de reggae Sams'K Le Jah et le rappeur Smockey (alias Serge Bambara). Le groupe dénonce un certain nombre de problèmes, de l'accaparement des terres aux coupures d'électricité, et encourage la population à réclamer le respect de ses droits et à lutter contre l'impunité.

LUCHA est un autre mouvement de jeunes d'initiative locale qui organise des manifestations pacifiques. Créé en 2012, il se consacre aux questions sociales, aux droits humains et à la protection des civils contre les groupes armés.

Angélique Kidjo
GETTY IMAGES



Papa Wemba
GETTY IMAGES

# La RDC honore le roi de la rumba

AGENCE FRANCE-PRESSE

Papa Wemba, le roi de la rumba en République démocratique du Congo, s'est vu décerner à titre posthume l'une des distinctions les plus prestigieuses de son pays en mai 2016, suite à son décès à l'âge de 66 ans après s'être écroulé sur scène.

Lors d'une cérémonie organisée au Parlement national de Kinshasa, où était accueillie la dépouille de Papa Wemba, le président de la RDC, Joseph Kabila, a élevé le chanteur à la dignité de grand officier de l'ordre des Héros nationaux Kabila-Lumumba, pour « les mérites, les loyaux et éminents services rendus à la nation congolaise ».

Papa Wemba s'est écroulé pendant qu'il se produisait lors d'un festival en Côte d'Ivoire le 24 avril 2016. Le musicien haut en couleur, qui depuis 40 ans a donné l'impulsion à la scène musicale de Kinshasa, est décédé avant son arrivée à l'hôpital.

Un énorme chapeau rouge, réplique de celui que le chanteur portait lors de sa mort, faisait office de toit de la chapelle ardente à l'extrémité d'un tapis rouge où avait été installé le cercueil à l'intérieur du Parlement. Derrière trônait une effigie grandeur nature en tissu de la star habillée comme le jour de sa dernière prestation.

« Papa Wemba, le Congo est orphelin », était-il écrit sur une bannière géante à l'entrée du bâtiment, où le cortège funéraire est arrivé tôt le matin pour être accueilli par le gouverneur de la ville et un orchestre militaire. Un prêtre catholique accompagnait le cercueil enveloppé du drapeau national et porté par huit hommes vêtus de noir.

« C'est une grande douleur et une grande tristesse », a déclaré Biby Krubwa, en vedette aux côtés de Papa Wemba dans La Vie est Belle, un film de 1988 relatant les aspirations d'un jeune chanteur qui débarque à Kinshasa en quête de succès. « Papa Wemba est un baobab qui est tombé ».

Père de six enfants, Papa Wemba a été dans les années 1980 l'un des précurseurs d'un style mêlant la musique populaire congolaise aux accents électriques du rock, au moment où l'intérêt pour la « world music » s'éveillait dans les pays occidentaux.

Des soldats sénégalais défilent lors de la cérémonie de clôture de l'exercice Flintlock, à Saint Louis, au Sénégal, en 2016. AFP/GETTY IMAGES

# Le Sénégal et les États-Unis signent un accord de défense

REUTERS

Le Sénégal et les États-Unis ont signé un accord de coopération pour faciliter le déploiement des troupes américaines dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest en vue de faire face aux crises humanitaires, aux catastrophes naturelles et aux attaques terroristes.

« Le terrorisme ne connaît pas de frontières et il est très important que chacun coopère », a déclaré l'ambassadeur des États-Unis au Sénégal, James Zumwalt, au cours d'une conférence de presse conjointe à Dakar avec le ministre sénégalais des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye.

Selon l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, environ 40 hommes du ministère de la Défense sont stationnés au Sénégal. L'ambassade des États-Unis à Dakar a indiqué que ce nombre n'augmenterait pas, aux termes de l'accord.

« Cet accord concerne l'accès et la possibilité d'intervenir en cas d'urgence lorsque les deux parties sont d'accord », a précisé James Zumwalt.

Le ministre des Affaires étrangères sénégalais, Mankeur Ndiaye
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SÉNÉGAL

Il pose les droits et les responsabilités, dans le cadre d'un futur accès des États-Unis aux installations sénégalaises, pour des entraînements conjoints et d'éventuels déploiements de troupes. Mankeur Ndiaye a indiqué que c'était le premier accord de ce genre en Afrique subsaharienne et qu'il renforcerait la capacité du Sénégal à faire face aux défis croissants.

« Les crises ne sont pas toujours prévisibles ; c'est pourquoi il s'agit d'un accord à long terme », a-t-il affirmé.

Le Sénégal est confronté à la menace croissante de groupes extrémistes, après une série d'attaques dans les pays voisins revendiquées par al-Qaida au Maghreb islamique. Le groupe extrémiste a fait clairement comprendre au Sénégal qu'il était dans sa ligne de mire, en raison des liens étroits qui le lient à la France, dont 3.500 soldats combattent aux côtés d'armées régionales contre les militants islamistes en Afrique de l'Ouest.

L'armée américaine avait déjà utilisé le Sénégal, en 2014, comme base régionale pour le transport de troupes, d'agents sanitaires et de ravitaillement vers l'Afrique de l'Ouest, dans la lutte contre l'épidémie mortelle d'Ebola.

# La police rwandaise apporte son soutien à Haïti

*THE NEW TIMES*, RWANDA

Pendant six ans, des membres de la police nationale du Rwanda ont servi dans le cadre de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. Le contingent appelé « Unité de Police Constituée » se compose de 160 membres, et 26 autres policiers rwandais sont stationnés dans divers secteurs à travers le pays.

Au cours d'une visite au contingent, en juin 2016, l'Inspecteur général de la police rwandaise, Emmanuel Gasana, a rencontré les forces de police déployées à Jeremie en Haïti. Il a exhorté les policiers à maintenir le haut niveau des valeurs rwandaises, à faire preuve d'une conduite professionnelle exemplaire et à respecter les normes requises dans l'exercice du mandat de leur mission. Il a aussi rappelé aux policiers qu'ils devaient être de bons ambassadeurs de leur pays.

La sixième unité de policiers est rentrée en juillet 2016 et a été remplacée par une septième unité. De retour au Rwanda, le commissaire de police Joseph Mugisha, qui dirige l'unité remplacée, a déclaré que l'aspect le plus gratifiant avait été le contact avec les Haïtiens dans les activités de sécurité humaine.

« La sécurité humaine fait partie intégrante du maintien de la paix et, dans ce contexte, nous avons appris aux gens à survivre en mettant leurs idées et leur travail en commun pour subvenir à leurs besoins. Cela nous a aidés à communiquer et à bien travailler avec eux », a expliqué Joseph Mugisha.

Les autres unités de police stationnées en Haïti viennent du Bangladesh, de l'Inde, de Jordanie, du Népal, du Pakistan et du Sénégal.

**Des policiers rwandais, servant dans la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, reçoivent la médaille des Nations Unies en reconnaissance de leur service.** MINUSTAH

# Leaders mondiaux : La lutte contre Boko Haram est « le combat d'une génération »

AGENCE FRANCE-PRESSE

**Une affiche dans la région du delta du Nigeria montre les photos de personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram les plus recherchées.** REUTERS

Le Nigeria a été l'hôte d'un sommet international, en mai 2016, pour rechercher des solutions à la violence causée par le groupe extrémiste Boko Haram.

Le président nigérian Muhammadu Buhari a accueilli les dirigeants de l'Afrique de l'Ouest et centrale – du Bénin, ainsi que du Tchad, du Niger et du Cameroun, où le groupe a lancé des attaques. Le président français François Hollande et des diplomates de haut rang des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, ont aussi assisté aux pourparlers à Abudja, la capitale nigériane.

Selon le communiqué publié à la fin du sommet, une approche globale est nécessaire, avec une puissance aussi bien coercitive que persuasive, pour mettre fin à la menace.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, a qualifié la lutte contre l'idéologie extrémiste de « combat d'une génération contre un démon qui nous détruira tous si nous ne le détruisons pas ».

« Nous devons continuer ce combat jusqu'à ce que le mal soit vaincu et que le bien l'emporte », a-t-il déclaré à l'assemblée, en exhortant les pays de la zone touchée à « gagner les cœurs et les âmes de ceux qui sont terrorisés par Boko Haram ».

Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, Antony Blinken, a aussi rappelé que le respect des droits de l'homme était essentiel, à la suite d'accusations répétées de violences militaires perpétrées contre des civils et des personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram.

Il a averti que si l'on ne s'attaquait pas aux facteurs d'extrémisme que sont la pauvreté, les privations et le manque d'opportunités et d'éducation, on risquait de voir apparaître un « Boko Haram 2.0 », même si le groupe essuyait une défaite militaire.

Près de sept ans de violences dans le nord-est du Nigeria ont fait au moins 20.000 morts et déplacé plus de 2,6 millions de personnes dans le cadre de l'un des conflits les plus brutaux du monde.

Des membres de l'armée de l'air kényane défilent devant le Parlement à Nairobi.

REUTERS

# LE KENYA S'ENGAGE

## *À CE QU'AUCUN SOLDAT NE SOIT ABANDONNÉ, PAR LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE UNITÉ*

*THE DAILY NATION*, KENYA

Une nouvelle unité de l'armée de l'air kényane mènera des opérations derrière les lignes ennemies pour s'assurer qu'aucun soldat ne sera abandonné sur le champ de bataille, en particulier pendant la guerre actuellement engagée contre al-Shebab en Somalie. L'objectif principal de l'équipe, annoncé en juin 2016 par la ministre de la Défense Raychelle Omamo, est de récupérer en lieu sûr les éléments qui ont été capturés, aviateurs dont l'appareil a été abattu, éjectés d'un chasseur ou perdus après être entrés par inadvertance en territoire ennemi. L'unité spéciale se fixe pour objectif d'acquérir des capacités en s'inspirant du modèle de l'Équipe 6 des commandos de la Marine américaine.

La décision de créer cette unité est devenue prioritaire après qu'un pilote de l'armée de l'air kényane en mission de bombardement en Somalie a été éjecté de son chasseur après la survenance d'un problème mécanique. Les sauveteurs n'ont pas pu l'atteindre à temps, et il est tombé entre les mains des extrémistes d'al-Shebab. Les personnels d'élite ont suivi une formation intensive sous l'égide de l'Armée de l'air des États-Unis en préparation à l'inauguration de l'unité à la base aérienne de Laikipia.

« Lorsque des personnels tels que les pilotes de chasse atteignent le niveau professionnel le plus élevé dans leurs compétences de combat, ces éléments deviennent rares et précieux », a affirmé l'armée dans une déclaration. « Par conséquent, leur protection est une priorité ».

La création de cette unité fait partie du plan gouvernemental de modernisation et d'équipement des Forces de défense du Kenya (KDF). Deux unités d'élite — les Rangers et les Forces spéciales — existent déjà dans l'armée kényane. Il y a également le 20e Bataillon parachutiste basé à Gilgil, qui est l'une des unités les plus anciennes des KDF et exécute de nombreuses fonctions exercées par les forces spéciales.

## Un don des États-Unis encourage la lutte de la Tunisie contre l'EI

REUTERS

Les États-Unis Unis ont fait don à la Tunisie de jeeps, d'un système de communication et de petits aéronefs pour aider le pays à protéger sa frontière avec la Libye, où l'EI a gagné du terrain et a établi des camps d'entraînement.

Ce pays nord-africain comptait également recevoir plusieurs avions d'attaque, a déclaré le ministre de la Défense Farhat Horchani, bien que celui-ci n'ait pas donné de détails sur l'identité du donateur.

La Tunisie a déjà édifié une barrière de 200 kilomètres de long, le long de sa frontière, pour se protéger des extrémistes, suite aux attaques perpétrées par des hommes armés entraînés en Libye ayant pris pour cible des touristes dans un hôtel au bord de la plage et dans un musée de Tunis en 2015.

L'EI a également lancé un assaut de grande ampleur sur la ville frontalière de Ben Guerdane en mars 2016.

Amanda Dory, sous-secrétaire d'État adjointe à la Défense des États-Unis, a déclaré lors d'une cérémonie organisée à Tunis que les jeeps, les aéronefs légers Maule et le système de communication aideraient les forces tunisiennes à améliorer la surveillance de leurs frontières.

Farhat Horchani a déclaré pour sa part que le lot américain s'élevait à environ 20 millions de dollars. L'ambassadeur des États-Unis a indiqué qu'il consistait en 48 jeeps et 12 aéronefs.

Un petit groupe d'extrémistes islamistes liés à al-Qaida combat dans des zones montagneuses reculées à proximité de la frontière algérienne. D'autres extrémistes tunisiens ont fait scission pour rejoindre l'État islamique en Libye.

REUTERS

Un avion et des jeeps, dons des États-Unis, sont exposés dans un entrepôt à Tunis, en Tunisie.

UNITÉ DE PROTECTION PRÉSIDENTIELLE

# L'OUGANDA PRÉPARE LES SOLDATS DES MONTAGNES

*DAILY MONITOR*, OUGANDA

L'Ouganda va créer une nouvelle force spécialisée dans la guerre en montagne en vue de sécuriser les régions montagneuses de la nation. Le président Yoweri Museveni a fait cette annonce dans le village de Kyanjuki, dans le district Kasese, au pied des Monts Rwenzori, en juin 2016. Il a expliqué que ce terrain difficile doit être sécurisé afin de promouvoir le tourisme.

« Ces lieux, tels que les monts Rwenzori, sont magnifiques, et nous devons les chérir et les sécuriser », a déclaré Yoweri Museveni. « Même les non-Ougandais les apprécient ; c'est pourquoi vous les voyez venir ici chaque jour pour les visiter et les admirer, et en tant que pays, nous bénéficions de leur présence ».

Le président ougandais, Yoweri Museveni, et le capitaine Pierrick Balanche, l'instructeur en chef français, observent un soldat traverser une rivière en tyrolienne près de la ville de Kilembe, au sud-ouest du pays.

La nouvelle unité de l'armée a été entraînée par les chasseurs alpins français.

La guerre en montagne est l'un des types de combats les plus dangereux parce qu'il implique de survivre à l'ennemi, mais aussi aux conditions météorologiques extrêmes et aux dangers présentés par le terrain. La nouvelle unité de l'armée aide à combattre la violence dans le district de Kasese, où environ 50 personnes ont été tuées entre février et juin 2016 dans ce qui a été qualifié d'affrontements ethniques.

L'instructeur en chef français, le capitaine Pierrick Balanche, a félicité les Forces de défense du peuple ougandais pour leur « fiabilité », ajoutant que les stagiaires étaient de bons apprenants, disciplinés et en excellente forme physique.

# UN CENTRE D'APPELS *redonne l'espoir* EN RDC

REUTERS

Dans un entrepôt rénové à Kinshasa, des dizaines de jeunes Congolais coiffés de casques, séparés par des cloisons orange identiques, passent des appels téléphoniques en six langues.

Le premier centre d'appels de la République démocratique du Congo donne une idée de la manière dont le pays pourrait suivre la voie déjà empruntée par les Philippines et l'Inde et fournir des emplois à une force de travail croissante.

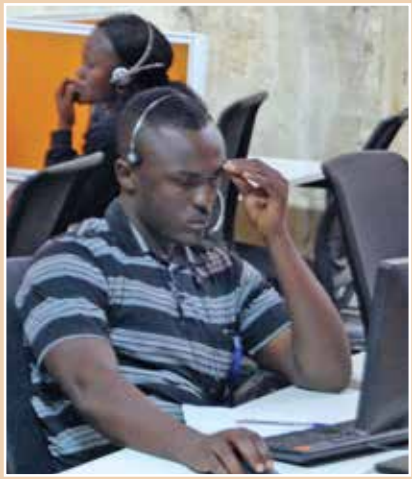
Le Congo Call Center (CCC – centre d'appels du Congo) traite les demandes de 8.500 personnes chaque jour sur des sujets aussi éclectiques que des factures de téléphone, une angoisse psychique, des violences domestiques ou la violence sexuelle. Il compte comme clients, dans le pays, de grands opérateurs de télécom, des banques, des antennes locales d'agences comme le Programme alimentaire mondial, des églises et une ligne d'urgence du gouvernement pour les victimes de viol.

Le CCC a été fondé par deux Congolaises, en 2005. Jusqu'à présent, il ne compte qu'une poignée de clients étrangers, généralement sur contrats à court terme. Néanmoins, ses affaires croissent rapidement et c'est une bonne chose, car la RDC a besoin d'un secteur des services pour amortir l'effondrement des recettes minières et pétrolières, qui comptent pour 95 pour cent des revenus des exportations.

Grâce à son fuseau horaire, qui est le même que dans certaines parties de l'Europe occidentale, la RDC pourrait bien devenir une plate-forme de télécommunications.

« En termes de langues, nous nous en sortons bien », se félicite la cofondatrice Huguette Samu, au nouveau siège du CCC. « Que ce soit en anglais ou en français, les clients ne remarquent pas vraiment l'accent au téléphone ».

L'entreprise travaille aussi dans les quatre langues nationales de la RDC – le lingala, le swahili, le tshiluba et le kikongo – et emploie 350 téléphonistes, pratiquement tous âgés de 20 à 30 ans, dont le salaire moyen est de 300 dollars par mois. Le CCC espère employer jusqu'à 600 téléphonistes dans les trois années à venir.



**Agents work at the Congo Call Center in Kinshasa, the Democratic Republic of Congo.**

Un secteur des télécommunications en pleine croissance offre de l'espoir. La RDC est le plus grand marché du téléphone mobile en Afrique de l'Ouest et Centrale après le Nigeria. Dans l'ensemble, la contribution du secteur des services au produit intérieur brut est passée de 28 pour cent en 2014 à plus de 40 pour cent en 2015.

Le directeur du CCC, Faly Tamuna Lukwaka est optimiste pour l'avenir. « Le marché congolais représente entre 70 et 80 millions de personnes », a-t-il précisé. « Nous sommes des pionniers, mais nous pensons que c'est un secteur qui se développe rapidement ».

# LE MAROC ESPÈRE RÉINTÉGRER L'UA

AGENCE FRANCE-PRESSE

En juillet 2016, 32 ans après avoir quitté l'Union africaine, en signe de protestation contre sa décision d'admettre le Sahara occidental comme membre, le roi Mohammed VI a déclaré qu'il souhaitait y revenir.

« Pendant longtemps nos amis nous ont demandé de revenir, de sorte que le Maroc puisse reprendre sa place naturelle au sein de sa famille institutionnelle. Le moment est maintenant venu », a déclaré le monarque dans un message lors d'un sommet de l'UA à Kigali, au Rwanda, selon l'agence de presse marocaine.

Le Maroc a quitté l'organisation de l'unité africaine en 1984, pour protester contre l'admission de la République arabe sahraouie démocratique. Le Maroc maintient que le Sahara occidental, une ancienne colonie espagnole, fait partie intégrante du royaume, même si le peuple sahraoui, mené par le front Polisario, a longtemps milité pour le droit à l'autodétermination.

Bien que le Maroc ait quitté l'organisation, « il n'a jamais quitté l'Afrique », a déclaré le roi Mohammed dans son message aux leaders de l'Union africaine.

« Par cet acte et ce retour historique, le Maroc veut travailler au sein de l'UA pour surmonter les divisions », a-t-il ajouté.

Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine doit être validé par un vote de ses membres à la majorité simple et le Maroc a affirmé qu'il avait déjà obtenu les votes nécessaires.

# Un bibliothécaire sauve *des manuscrits anciens*

MEDIA CLUB SOUTH AFRICA

L'histoire d'Abdel Kader Haidara, collectionneur de livres et bibliothécaire à Tombouctou, au Mali, ressemble plus à un roman d'espionnage qu'à un travail de recherche.

Lorsque des extrémistes liés à Al-Qaida ont occupé sa ville en avril 2012, il a commencé à craindre pour le contenu des bibliothèques et dépôts qui renfermaient des milliers d'anciens manuscrits arabes. Il a alors réuni ses collègues de l'association des bibliothèques de Tombouctou.

« Nous devons prendre les manuscrits dans les grands bâtiments et les disperser aux quatre coins de la ville dans les maisons familiales », leur a-t-il demandé, comme il l'a relaté plus tard dans une interview avec *The Wall Street Journal*. « Nous ne voulons pas qu'ils trouvent les collections de manuscrits et les volent ou les détruisent ».

Le hasard voulu qu'Abdel Kader Haidara ait déjà reçu une subvention de 12.000 dollars qui lui avait été attribuée par la fondation Ford à Lagos, pour qu'il puisse étudier l'anglais à Oxford. Avec la menace qui pesait sur les manuscrits, il a demandé si, à la place, il pouvait utiliser les fonds pour les protéger.

Il a enrôlé des gens dans toute la ville, y compris des membres de sa famille. Abdel Kader Haidara et son équipe ont acheté entre 50 et 80 cantines en métal et en bois et trouvé d'éventuelles cachettes autour de la ville et dans la capitale Bamako. La nuit, ils emballaient discrètement les livres et les manuscrits précieux dans des cantines et les transportaient en charrettes à âne vers des lieux sûrs.

En huit mois, Abdel Kader Haidara et son équipe ont permis de sauver d'innombrables documents. Ils ont bravé les points de contrôle d'al-Qaida et les soldats maliens dans des zones contrôlées par le gouvernement. Lorsque les troupes françaises sont arrivées, en janvier 2013, on a découvert que les extrémistes n'avaient réussi à détruire qu'une fraction des manuscrits – environ 4.000 sur les près de 400.000 conservés.

« Si nous n'avions pas agi, je suis presque certain à 100 pour cent que beaucoup, beaucoup d'autres auraient été brûlés », a déclaré Abdel Kader Hadaira.

La propre collection de manuscrits d'Abdel Kader Hadaira se trouve à la bibliothèque commémorative Mamma Hadaira. Elle comprend un Coran datant du 12e siècle, écrit sur du parchemin en peau de poisson et décoré de gouttelettes d'or. Sa riche collection couvre des sujets aussi divers que l'astronomie, la poésie, les mathématiques, les sciences occultes et la médecine.

Certains des plus anciens manuscrits de Tombouctou remontent au 11e et 12e siècles, lorsque la ville était un comptoir commercial florissant où les érudits se rencontraient lorsqu'ils venaient documenter leurs dissertations. Après que le Mali a obtenu son indépendance de la France en 1960, le monde a découvert cette riche histoire préservée.

« Beaucoup de gens ont été surpris parce qu'on leur avait dit, même à l'école, qu'il n'existait pas d'archives historiques africaines écrites. Mais nous avons des centaines de milliers de ces documents en arabe et dans des langues africaines », a expliqué Abdel Kader Haidara.

REUTERS

# L'AFRIQUE PARLE POLITIQUE SUR TWITTER

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

**Lorsque les Africains vont sur Twitter, ils parlent de plus en plus politique.**

**Selon une étude menée par Portland Communications, une agence basée à Londres, près de 10 pour cent des hashtags africains les plus populaires, en 2015, concernaient des questions politiques et des politiciens. L'étude montre qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne, seulement 2 pour cent de ces discussions concernent la politique.**

**Le hashtag politique le plus utilisé en Afrique était #Nigeriadecides, pendant les élections présidentielles au Nigeria, en 2015. Une autre discussion populaire était le conflit au Burundi.**

**« Au Royaume-Uni, on utilisait beaucoup Twitter et l'on voulait savoir comment l'Afrique l'utilisait », a expliqué Mae Dobbs, chargée de clientèle chez Portland. « Et, soudain, nous avons remarqué que tout le monde se posait la même question. Nous avons constaté que les gens utilisaient Twitter pour des discussions importantes ».**

**Portland dit avoir analysé 1,6 milliard de tweets géolocalisés pour déterminer les 5.000 hashtags les plus populaires en Afrique en 2015.**

**Selon le rapport, le Burundi, l'Égypte, l'Éthiopie, le Nigeria et l'Afrique du Sud étaient les pays les plus actifs dans les discussions politiques. Il relève que 77 pour cent des tweets étaient en anglais.**

**« Notre idée sur la langue est que l'anglais est devenu tellement populaire que les gens veulent l'utiliser dans les réseaux sociaux pour participer à la discussion mondiale », a-t-elle expliqué. « Il y avait des "anglicisations" intéressantes de mots arabes, par exemple, qui indiquaient que les arabophones souhaitent toujours participer aux discussions en anglais pour atteindre un plus large public ».**

**« Comme nous l'indiquons dans le rapport, nous pensons que l'anglais est en train de devenir la lingua franca de l'Afrique ». Avec 450 millions de tweets, c'est l'Égypte qui a envoyé le plus de tweets que tout autre pays d'Afrique. Parmi les pays d'Afrique subsaharienne, le Nigeria est en tête avec 350 millions de tweets, suivi de l'Afrique du Sud avec 325 millions.**

*Une centrale hydroélectrique camerounaise va*

# EXPLOITER LA PUISSANCE DU FLEUVE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le gouvernement camerounais s'associe avec le géant français de l'énergie EDF et la Banque mondiale pour financer une centrale hydroélectrique de 1,2 milliard de dollars, qui devrait assurer jusqu'à un tiers des besoins du pays en électricité.

Un bail de 35 ans a été signé avec la Nachtigal Hydro Power Company (NHPC) pour l'exploitation de la centrale dans la ville du même nom, à 65 kilomètres de la capitale, Yaoundé, a rapporté la radio CRTV du Cameroun.

Il était prévu que la construction de cette centrale de 420 mégawatts commence en octobre 2016. La centrale devrait commencer à produire de l'électricité en 2021.

EDF a une participation de 40 pour cent dans le projet, tandis que l'International Finance Corp. de la Banque mondiale et le gouvernement camerounais détiennent chacun 30 pour cent des actions du Projet Sanaga.

Une ligne de transmission de 50 kilomètres transportera l'électricité jusqu'au réseau principal de Yaoundé.

**Natchigal Falls sur la rivière Sanaga, le Cameroun** JOHN FRIEL

# Un télescope sud-africain contribue à détecter un pulsar

REUTERS

Le Southern African Large Telescope (SALT) a aidé à détecter un type d'étoile connu sous le nom de naine blanche pulsar, la première découverte du genre. Avec cette nouvelle, les astronomes sont extrêmement intéressés par la perspective d'utiliser le plus grand télescope optique de l'hémisphère sud pour révéler les secrets de la galaxie.

La rapidité de temps de réaction et le fait d'être nettement meilleur marché que les installations européennes ou américaines similaires pour produire des données scientifiques sont des avantages concurrentiels majeurs, a déclaré un astronome de haut rang du consortium SALT.

Les scientifiques pensent que les étoiles neutrons, des objets d'environ la taille du Soleil qui rétrécissent en fin de vie, finissent par produire des trous noirs. On sait depuis des dizaines d'années que ces objets incroyablement denses produisent des pulsars, qui émettent des ondes radio régulières et d'autres rayonnements électromagnétiques à des rythmes pouvant aller jusqu'à 1.000 pulsations par seconde.

Sur une colline de la région désolée du nord de la province du Cap, à environ 350 kilomètres au nord de la ville du Cap, le télescope SALT, dont la construction a coûté 43 millions de dollars, a utilisé son puissant outil d'analyse de la lumière par spectroscopie afin de prouver l'existence d'une naine blanche pulsar.

Partagé par un consortium de partenaires de l'Europe, de l'Inde, des États-Unis et de l'Afrique du Sud, le système de la file d'attente du SALT le laisse interrompre ses observations de routine pour focaliser son télescope optique de 10 mètres en quelques minutes sur de nouvelles découvertes.

En février 2016, le SALT a été le premier télescope majeur à obtenir le spectre d'une supernova dans la galaxie voisine Centaurus A, quelques heures après sa découverte.

Il a également aidé à révéler l'une des plus importantes explosions jamais enregistrées dans l'univers, 200 fois plus importante qu'une supernova typique, et qui se distinguerait par une luminosité exceptionnelle, équivalente à 570 milliards de fois celle du Soleil.

L'Afrique du Sud partagera avec l'Australie le site double du radiotélescope le plus important et le plus avancé au monde, le « Square Kilometer Array » d'un coût de 2 milliards de dollars, qui étudiera les origines de l'univers et contribuera à explorer l'existence de la vie extraterrestre. En juillet 2016, les responsables ont annoncé que le télescope avait été utilisé pour découvrir 1.300 galaxies auparavant inconnues.

# 4 éléphants + 1 jour =
# 500 feuilles de papier

MEDIA CLUB SOUTH AFRICA

Une variété prisée de papier commercial artisanal a pourtant des débuts inconvenants.

La Nampath Paper, de John Matano, est l'une des 17 entreprises kényanes qui traitent la bouse d'éléphant pour produire du papier de haute qualité. Le papier de John Matano est, d'après la BBC, d'aussi bonne qualité que le papier fabriqué à partir de sources traditionnelles.

Les éléphants digèrent seulement en moyenne 45 pour cent de leur régime herbivore à haute teneur en fibres. La fibre non digérée est directement évacuée après ingestion, produisant des déjections qui peuvent être facilement traitées pour en faire du papier. Ou encore, comme l'a expliqué John Matano, « un éléphant de taille moyenne consomme 250 kilos de nourriture par jour. Cette quantité produit environ 50 kilos de bouse, et on peut fabriquer 125 feuilles de papier A4 à partir de 50 kilos ».

Ce produit gratuit et renouvelable a entraîné l'apparition d'une nouvelle industrie en Afrique de l'Est. Kafe Mwarimo, directeur du sanctuaire pour éléphants Mwaluganje, a expliqué que l'industrie du papier de bouse d'éléphant aide à ce jour plus de 500 habitants locaux à s'extraire de la pauvreté.

John Matano a fait valoir que leur méthode pour fabriquer du papier permet d'éviter la destruction des forêts à proximité. « Cette activité est très fiable et a un avenir prometteur. L'objectif de réduire le braconnage et l'abattage illégal des arbres au taux de zéro pour cent est primordial ».

Le Kenya Wildlife Service, un organisme public, ne tarit pas d'éloges sur les initiatives de cette nouvelle industrie du papier. Le porte-parole Paul Gathitu a déclaré que cette industrie contribue à protéger les 7.000 éléphants restants du pays et à réduire l'abattage illégal des arbres.

« C'est une bonne initiative, qui aide l'homme à coexister avec les éléphants. De nombreux produits de papier dérivés de la bouse d'éléphant nous ont été fournis ici ».

La création commence avec l'herbe de savane que mangent les éléphants. C'est cette pulpe de fibre mastiquée qui est l'ingrédient clé du papier de la Nampath. John Matano a expliqué le processus : « Après le lavage restent les fibres propres. Ensuite, la fibre est bouillie pendant quatre heures dans une cuve pour s'assurer de sa complète propreté. Après cela, la plus grande partie du processus est similaire à celui de la fabrication du papier standard ».

Jane Muihia, de l'entreprise Transpaper Kenya, un fabricant de papier, affirme que le papier n'émet pas de mauvaises odeurs. « Il passe par toutes les étapes standard de la fabrication. Et en termes de prix, cela revient pratiquement au même ».

IMAGE DU PASSÉ

# Le COURAGE d'un capitaine

PERSONNEL D'*ADF*

En 1994, après l'assassinat du président du Rwanda, les soldats de la garde présidentielle ont torturé et tué le Premier ministre, Madame Agathe Uwilingiyimana, son mari et 10 Casques bleus belges. Les extrémistes hutus ont pris le pouvoir et ont entrepris le tristement célèbre génocide rwandais, tuant des centaines de milliers de membres de la minorité tutsie ainsi que certains Hutus politiquement modérés.

Ce matin-là, Mbaye Diagne, Casque bleu des Nations Unies, a été informé des meurtres. Ce capitaine sénégalais est venu enquêter et a trouvé les cinq enfants du Premier ministre, qui se cachaient. Les renforts n'arrivant pas, Mbaye Diagne a dissimulé les enfants sous des couvertures dans son véhicule et les a conduits en lieu sûr dans un hôtel de Kigali, qui était utilisé comme complexe des Nations Unies.

Le génocide, qui a duré 100 jours, s'est traduit par le massacre de 1 million de Rwandais.

De son propre chef et avec pour seules armes des vivres, des cigarettes et de l'alcool pour les pots-de-vin, Mbaye Diagne a commencé à porter secours à des Rwandais qui étaient la cible de tueurs rôdant aux alentours, en les cachant dans son véhicule à peu près de la même façon qu'il avait caché les enfants du Premier ministre. En tant qu'observateur des Nations Unies, il se déplaçait toujours sans armes.

Les Nations Unies avaient institué des règles interdisant à ses observateurs de participer à des actions visant à secourir les civils, mais Mbaye Diagne n'était pas disposé à suivre ces ordres. Ses supérieurs des Nations Unies ont choisi de fermer les yeux parce que, de leur propre aveu, Mbaye Diagne accomplissait une action honorable et courageuse.

Il a toujours été un homme singulier. Des neuf enfants de sa famille, il a été le premier à faire des études supérieures. Après avoir obtenu son diplôme, il s'est engagé dans l'armée sénégalaise, et, en 1993, a rejoint une force de maintien de la paix au Rwanda.

Mbaye Diagne avait recours à des pots-de-vin pour distraire les gardes lors des contrôles routiers, mais sa meilleure arme a peut-être été sa personnalité très sociable. Ce pieux musulman, de stature imposante, était drôle, savait utiliser le sarcasme et souriait constamment.

Dans le cadre de ses missions, il pouvait transporter jusqu'à cinq personnes dissimulées sous des couvertures à l'arrière de son véhicule. Il a traversé des dizaines de postes de contrôle à chaque voyage.

À une occasion, il a aidé à organiser un convoi de camions pour emmener des réfugiés tutsis à un aéroport pour qu'ils puissent quitter le pays. Des miliciens ont arrêté les camions et ont commencé à essayer d'en faire sortir les réfugiés. Un médecin qui était parmi les réfugiés a affirmé à la BBC que Mbaye Diagne s'était dressé entre les camions et l'attroupement.

« Le capitaine Mbaye Diagne a accouru », a expliqué le médecin. « Et il s'est interposé entre le camion et les miliciens en écartant les bras. Il s'est écrié, "Vous ne pouvez pas tuer ces gens ; ils sont de ma responsabilité. Je ne vous permettrai pas de leur faire du mal — il vous faudra me tuer d'abord" » .

Bien que le convoi ait dû faire demi-tour, les actions de Mbaye Diagne ont sauvé les passagers.

Gregory Alex, responsable de l'équipe d'aide humanitaire des Nations Unies à cette époque, a affirmé à la chaîne américaine Public Broadcasting System que Mbaye Diagne était toujours en déplacement, cherchant à sauver des personnes.

« Nous parlons ici du sauvetage de centaines de personnes, trois ou quatre à la fois », a-t-il précisé. « Alors, vous imaginez ce que cela représente, quand on parle de 23 postes de contrôle et de 200 personnes divisées par groupes de cinq maximum — cela veut dire qu'il [aurait] mis cinq personnes dans un véhicule, ce qui est trop visible. Donc il l'a fait en plus petits nombres, afin de ne pas trop attirer l'attention. Et il traversait tous ces postes de contrôle, et à chaque poste de contrôle il lui fallait s'expliquer. »

Il n'a jamais été pris. Deux semaines avant son retour prévu au Sénégal, il se dirigeait au volant de sa jeep vers le siège des Nations Unies, lorsqu'un obus de mortier a atterri juste derrière son véhicule. Des éclats d'obus l'ont atteint derrière la tête, le tuant sur le coup. Il avait 36 ans.

Capitaine Mbaye Diagne

Le courage de Mbaye Diagne n'a pas été oublié. En 2014, les Nations Unies ont institué la « médaille capitaine Mbaye Diagne pour acte de courage exceptionnel » en son honneur. Dix personnes ont été prises en considération par les Nations Unies pour l'attribution de cette distinction, et il a finalement été décidé que la première reviendrait à la famille de Mbaye Diagne.

Le 19 mai 2016, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a donc décerné la médaille inaugurale à Yacine Mar Diop, la veuve de Mbaye Diagne, et à leurs deux enfants.

« Il n'a ni fermé les yeux ni fait la sourde oreille », a déclaré Ban Ki-moon lors de la cérémonie aux Nations Unies. « Il n'est pas resté indifférent à sa conscience et il n'a pas laissé la peur du danger le détourner de son chemin. Il a agi guidé par son cœur. »

C'est avec simplicité que le journaliste Mark Doyle a décrit Mbaye Diagne. En effet, à ses yeux, l'imposant soldat sénégalais a été « l'homme le plus courageux que j'aie jamais rencontré ».

**IL A AGI GUIDÉ *par son cœur***

# INDICES

**La teneur en sel de cette étendue d'eau est de 34,8 pour cent, 10 fois plus que les océans et de 5 à 10 pour cent de plus que la mer Morte.**

**C'est l'un des endroits les plus chauds de la terre avec des températures dépassant parfois 50 degrés Celsius pendant la journée.**

**Sa situation à 155 mètres au-dessous du niveau de la mer en fait le point le plus bas du continent africain.**

**Le nom de ce lieu se traduit par « lac de miel ».**

RÉPONSE : le lac Assal, à Djibouti.

# partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

## directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

### EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

### DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

### SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

### RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com